

ÉTUDE 2021-2022 DES CRÉDITS 2020-2021

Réponses aux demandes de RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS

Programme 7 — Promotion et développement de la Capitale-Nationale
Élément 2 — Commission de la capitale nationale du Québec

ÉTUDE 2021-2022 DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	1
---	----------

RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

– de l’opposition officielle	2
– du deuxième groupe d’opposition	3
– du troisième groupe d’opposition	4

RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

– de l’opposition officielle	5
– du troisième groupe d’opposition	6

1

Réponses aux demandes de RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX sur les crédits 2020-2021

*Programme 7 — Promotion et développement de la Capitale-Nationale
Élément 2 — Commission de la capitale nationale du Québec*

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Liste des questions

1.	Voyages hors Québec
2.	Voyages en avion ou en hélicoptère
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites
4.	Publicité Internet
5.	Conférences de presse et événements médiatiques
6.	Formation en communication
7.	Formation en communication – Personnel politique
8.	Contrats octroyés
9.	Appels d’offres publics
10.	Consultants externes
11.	Développement informatique
12.	Développement informatique en infonuagique
13.	Dépenses diverses
14.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
15.	Effectif
16.	Départs à la retraite, remplacements et contrats
17.	Baux SQI
18.	Actifs immobiliers excédentaires
19.	Portraits des actifs excédentaires

20.	Rénovations (déménagement, aménagement)
21.	Rénovations cabinet ministériel (déménagement, aménagement)
22.	Personnel du cabinet ministériel
23.	Budget discrétionnaire
24.	Personnel hors structure
25.	Personnel en disponibilité
26.	Occasionnels mis à pied
27.	Postes abolis par bureau régional
28.	Effectif par bureau régional
29.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
30.	Abonnements
31.	Abonnements cabinet ministériel
32.	Billets de saison, loges, club privé
33.	Sites Internet
34.	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs
35.	Visites ministérielles et sous-ministérielles
36.	Adjoints parlementaires
37.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
38.	Ententes gouvernement fédéral et provinces

39.	Crédits périmés et gel de crédits
40.	Revenus autonomes et tarification
41.	Dépenses de fonctionnement – Plan de réduction
42.	Sommes reçues du gouvernement fédéral
43.	Primes au rendement et bonis
44.	Primes au rendement et bonis – Cabinet ministériel
45.	Primes de départ, allocations de transition
46.	Augmentations de salaire
47.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée – Cadres et dirigeants
48.	Déplacés de leur fonction – Cadres et dirigeants
49.	Programmes existants – Reconduction
50.	Programmes existants – Initiatives ou majorations
51.	Plan Nord – Employés ou ETC
52.	Plan Nord – Budget
53.	Stratégie maritime – Employés ou ETC
54.	Stratégie maritime – Budget
55.	Fonds vert – Programmes financés
56.	Fonds des ressources naturelles – Programmes financés
57.	Fonds du Plan Nord – Programmes financés
58.	Services juridiques – Sommes allouées à l'externe
59.	Informatique et technologies de l'information – Sommes dépensées
60.	Masse salariale
61.	Taux d'absentéisme
62.	Rapports, études, avis, analyses, enquêtes

63.	Cotisations à des associations
64.	Rencontres diplomatiques, politiques, sommets et négociation - Liste
65.	Rencontres diplomatiques, politiques, sommets et négociations - Détails
66.	Sondages
67.	Publicité - Médias communautaires et Internet
68.	Politique jeunesse Québec
69.	Transfert d'emplois gouvernementaux
70.	Reconnaissance des acquis – Personnes immigrantes
71.	Protection des renseignements personnels
72.	Politique culturelle du Québec
73.	Femmes et filles autochtones – Enquête nationale
74.	Commission des autochtones – Suivi de recommandations
75.	Premières Nations et Inuits – Plan d'action
76.	« Prévenir, réduire et traiter » – Plan d'action
77.	Prévention en santé – Politique gouvernementale
78.	« Agissons » contre la violence conjugale – Plan d'action
79.	« Ensemble, nous sommes le Québec » – Stratégie d'action
80.	Main-d'œuvre – Stratégie nationale 2018-2023
81.	Main-d'œuvre – Plan d'action
82.	« Un Québec pour tous les âges » – Plan d'action
83.	Occupation et vitalité des territoires 2018-2020
84.	Allègement réglementaire et administratif – Plan d'action 2020-2025
85.	Agriculture durable – Plan 2020-2030
86.	Économie sociale – Plan d'action 2020-2025

87.	Croissance technologies propres – Plan d'action 2018-2023
88.	« Oser entreprendre » – Plan d'action en entrepreneuriat 2017-2022
89.	Recherche et innovation – Stratégie québécoise 2017-2022
90.	Sciences de la vie – Stratégie québécoise 2017-2027
91.	Aérospatiale – Stratégie québécoise 2016-2026
92.	Économie numérique – Plan d'action 2016-2021
93.	Stratégie maritime 2015-2030
94.	Aluminium – Stratégie québécoise de développement 2015-2025
95.	Produits forestiers – Stratégie de développement de l'industrie québécoise 2018-2023
96.	Politique internationale du Québec – Plan d'action de la 2018-2020
97.	Économie verte – Plan 2020-2030
98.	Développement durable – Stratégie gouvernementale 2015-2020
99.	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030
100.	Énergie – Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec
101.	Conciliation travail-famille
102.	Analyse différenciée selon les sexes
103.	Transports – Électrification des transports
104.	Rétention des travailleurs d'expérience
105.	Covid-19 – Mesures de télétravail
106.	Covid-19 – Primes
107.	Covid-19 – Mises à pieds et non-renouvellement de contrats
108.	Covid-19 – Télétravail – Coût matériel
109.	Covid-19 – Sécurité informatique

110.	Covid-19 – Vidéo-conférence
111.	Covid-19 – Remboursement matériel télétravail
112.	Covid-19 – Employés absents
113.	Covid-19 – Soutien employés santé mentale
114.	Covid-19 – Matériel de protection individuel
115.	Covid-19 – Entretien ménager et désinfection des locaux
116.	Covid-19 – Avis DNSP ET INSPQ
117.	Covid-19 – Coût mesures CNESST
118.	Covid-19 – Plaintes du public
119.	Covid-19 – Consignes cabinets ministériels
120.	Contrats autorisés – Article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics
121.	Contrats santé publique
122.	Contrats cabinet ministériel
123.	Demandes d'accès à l'information
124.	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO
125.	Ententes de confidentialité – Projets de loi, politiques, stratégies
126.	Actes répréhensibles – Divulgations
127.	Postes ouverts et postes comblés
128.	Rémunération des stages
129.	Véhicules
130.	PACC 2020 – Actions et dépenses
131.	Représentants autochtones – Rencontres
132.	Analyse différenciée selon les sexes

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;**
- b) la copie des programmes et rapports de mission;**
- c) les personnes rencontrées;**
- d) le coût (avec une ventilation par poste; frais de déplacement, de repas, autres frais, etc.);**
- e) le nom des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;**
- f) les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;**
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;**
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;**
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;**
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;**
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.**

Aucun voyage hors Québec en 2020-2021.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

2. VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :

- a) **les raisons du déplacement;**
- b) **l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- c) **les coûts ventilés;**
- d) **le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;**
- e) **pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Publicités pour l’Observatoire de la Capitale Gré à gré

Office du tourisme de Québec (OTQ)
Description : Publicités et rédactionnels dans le guide touristique annuel, bannière et publicité (hiver et printemps) sur le site Web de l’OTQ.
Coût : 1 675 \$

Unik Média-9231-9771 Québec inc.
Description : Modifications au vidéo de l’Observatoire.
Coût : 270 \$

Publicités salles à louer de la Commission (Affaires et mariages) Gré à gré

Solutions Maps 360 inc.
Description : Mise à jour virtuelle pour le domaine Cataraqi.
Coût : 350 \$

Jotform
Description : Abonnement pour la gestion des soumissions des locations de salles
Coût : 69 \$

Communications numériques Gré à gré

Facebook
Description : Publicités sur les médias sociaux pour divers produits de la Commission tels notoriété et consultation en ligne promenade Samuel-De Champlain.
Coût : 81 \$

Active Campaign
Description : Envoi d’infolettres publiques et bulletins internes de la Commission.
Coût : 1 912 \$

Alerti Business
Description : Outil afin de surveiller les sites d’avis, le web et les réseaux sociaux.
Coût : 881 \$

GoDaddy
Description : Pour les noms de domaine des sites Web de la Commission et les certificats de sécurité.
Coût : 410 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

World Press service multilingue

Description : Plateforme communicative pour recevoir des documents sur le site de l’Observatoire.

Coût : 77 \$

Actions institutionnelles **Gré à gré**

Unik Média

Description : Production d’une vidéo dans le cadre du 25^e anniversaire de la Commission.

Coût : 3 150 \$

Alexandre Zacharie

Description : Prise de photos pour thématique d’automne.

Coût : 1 350 \$

Groupe ETR

Description : Impression du rapport annuel.

Coût : 245 \$

Cision

Description : Pour la diffusion sur le fil de presse de divers communiqués officiels et d’annonces de projet.

Coût : 505 \$

Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery **Gré à gré**

Jean-Philippe Labrie photographe

Description : Prise de photos – Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery.

Coût : 200 \$

Consultation en ligne phase 3 promenade Samuel-De Champlain **Gré à gré**

Journal de Québec

Description : Publicité pour annoncer la consultation en ligne dans le cadre des travaux du CN de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain, suite à l’aval de l’Office des Transports (parution 30 juin 2020).

Coût : 1 000 \$

Contrats ou mandats en graphisme **Gré à gré**

Mathieu Plante - Design et graphisme

Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoisement, d’affichage et de documents administratifs de la Commission.

Coût : 9 020 \$

Contrats ou mandats pour révision linguistique **Gré à gré**

Littera (Cendrine Audet)

Description : Services de révision linguistique pour divers documents de la Commission.

Coût : 497 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4, paragraphe 24**).

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

4. PUBLICITÉ INTERNET

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.

Cette question ne semble pas pertinente à l’étude des crédits

Lorsque le contrat est conclu par l’intermédiaire d’une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Dépenses mensuelles sur les médias sociaux	Dépenses en valeur monétaire	Nom de la firme	Liste des contrats octroyés et mode d’octroi	But visé pour la dépense
Avril 2020	81 \$	Réalisée à l’interne	Aucun contrat octroyé Dépense sur Facebook et Instagram	Notoriété de la Commission

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

5. CONFÉRENCES DE PRESSE ET ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d’événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;
- d) si l’événement s’est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l’organisme

- e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d’événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;
- h) si l’événement s’est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe

- i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d’événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d’événements ventilé par type d’événement;
- o) si l’événement s’est tenu virtuellement

9 juin 2020	Communiqué de presse – Lancement du concours pour les œuvres d’art public de Guy Lafleur et Réal Cloutier. Coût : 0 \$
12 juin 2020	Communiqué de presse – Annonce de la permission des BBQ dans certains parcs de la CCNQ. Coût : 80 \$
7 juillet 2020	Communiqué de presse – Unité mixte de recherche – Université Laval. Coût : 85 \$
24 septembre 2020	Communiqué de presse – Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery et prise de photo. Coût : 285 \$
16 octobre 2020	Communiqué de presse – Annonce des finalistes pour la réalisation de l’œuvre d’art public de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain. Coût : 85 \$
2 février 2021	Conférence de presse – Présentation des détails du projet de la pointe Benson à Lévis. Coût : 0 \$
15 mars 2021	Conférence de presse – Dévoilement des maquettes en hommage à Guy Lafleur et Réal Cloutier. Tenue virtuellement. Coût : 0 \$
1 ^{er} mars 2021	Communiqué de presse – Annonce des coupes d’arbres préventives dans les parcs de la CCNQ. Coûts : 85 \$
22 mars 2021	Communiqué de presse – Annonce des travaux estivaux 2021 de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain. Coût : 85 \$

6. FORMATION EN COMMUNICATION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l’organisme :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d’événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Non applicable.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s’il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Quatre formations en communication générant des dépenses ont été suivies en 2020-2021.

Montant	Organisateur	Description de l’activité	But
875 \$	RTCOMM	Relation avec les médias - porte-parole	Développement des connaissances
390 \$	La Fusée	SEO niveau 2	Développement des connaissances
315 \$	Groupe Infopresse	Concevoir une infolettre efficace	Développement des connaissances
782 \$	Flanagan	Porte-parole crédible et efficace	Développement des connaissances

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission (<https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>) en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23) <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

7. FORMATION EN COMMUNICATION – PERSONNEL POLITIQUE

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) la nature de la formation;**
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;**
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.**

Non applicable.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

8. CONTRATS OCTROYÉS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indique.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

DÉTAILS AUX PAGES SUIVANTES

8. CONTRATS OCTROYÉS

APPELS D’OFFRES SUR INVITATION

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
BF-Tech inc.	Inspection et entretien des bornes d’incendie dans trois parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec.	19 405,80 \$
Gestion Vert-Sol-Eau	Entretien des bassins d'eau au parc du Bois-de-Coulonge, domaine Cataraqui et promenade Samuel-De Champlain.	21 270,00 \$
H2Pro	Entretien de la fontaine au parc de la Francophonie.	17 460,00 \$
IN Imagerie Numérique inc	Impression, livraison, réparation, installation et démontage des oriflammes à la promenade Samuel-De Champlain et au domaine Cataraqui.	24 319,90 \$
ITI inc.	Achat ordinateurs, portables, écrans, webcams.	16 320,00 \$
La jardinerie Fernand Fortier Inc	Fourniture et livraison des plantes annuelles pour le parc du Bois-de-Coulonge, le domaine Cataraqui et le parc des Moulins.	12 606,00 \$
Marie-Claude Bourque	Entretien du potager au domaine Cataraqui.	24 300,00 \$
Matériaux paysagers Savaria Ltée	Achat et livraison de substrats pour les parcs et espaces verts de la Commission de la capitale nationale du Québec.	11 147,25 \$
Pépinière Aiglon inc.	Achat et livraison de vivaces et d’arbustes pour la promenade Samuel-De Champlain.	14 039,30 \$
Serrurier Rive-Sud inc.	Travaux de serrurerie sur les installations de la Commission de la capitale nationale du Québec.	19 470,00 \$
Truelle et Cie inc.	Services professionnels en archéologie pour l'ensemble des propriétés de la Commission de la capitale nationale du Québec.	23 530,00 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Abattage Larivée inc.	Travaux d'arboriculture planifiés 2020.	45 000,00 \$
Abris Auto Experts inc.	Installation et démantèlement d'abris d'hiver dans les parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec.	6 300,00 \$
Alarme et Sécurité Dynamique	Entretien et réparation des systèmes de surveillance des bâtiments de la Commission de la capitale nationale du Québec.	2 264,06 \$
Alima-Tech inc.	Contrat à exécution sur demande – Services d'inspection et d'entretien des équipements de cuisine commerciale réfrigérés dans les bâtiments de la Commission de la capitale nationale du Québec.	13 144,00 \$
Atlantis Pompe	Entretien des systèmes de pompes d'arrosage dans les parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec.	8 505,00 \$
AVRH inc.	Services professionnels – Mise en place d'un programme de maintien de l'équité salariale, l'évaluation des emplois et la structure salariale.	13 000,00 \$
Bouthillette Parizeau inc	Services professionnels en ingénierie pour la salle mécanique du Quai des Flots.	9 875,00 \$
Canac-Marquis Grenier ltée	Achat et livraison d'articles de quincaillerie.	3 143,70 \$
Canac-Marquis Grenier ltée	Fourniture et livraison d'équipement de jardinage et de quincaillerie pour le parc du Bois-de-Coulonge et le parc des Moulins.	5 427,86 \$
Carrières Québec inc.	Achat et livraison de matériaux inertes.	5 473,50 \$
Centre de services partagés du Québec	Câblage réseau du siège social de la Commission de la capitale nationale du Québec.	12 403,05 \$
CHUBB Edwards	Vérification et entretien des systèmes d'alarme incendie, de gicleurs et d'antirefoulement au domaine Cataraqui, au parc des Moulins et au parc du Bois-de-Coulonge.	35 283,00 \$
Claris Internationale inc	Fourniture et livraison de licences FileMaker.	1 300,00 \$
Compugen inc.	Achat de licences Adobe Creative Cloud.	2 587,70 \$
Cogep inc.	Mise à jour et hébergement du logiciel de gestion de l'inventaire.	16 500,00 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Côté Fleury inc.	Inspection et entretien des systèmes d’alarme intrusion dans les installations de la Commission de la capitale nationale du Québec.	14 722,00 \$
Côté, Taschereau, Samson, Demers	Demande de services juridiques d’accompagnement ou de réalisation de dossiers en droit immobilier.	15 000,00 \$
Critérium Design inc.	Modification et actualisation des panneaux de l’exposition « Parcours Horizon » de l’Observatoire de la Capitale – Phase 2.	2 420,00 \$
Critérium Design inc.	Modifications et actualisation des panneaux de l’exposition « Parcours Horizon » de l’Observatoire de la Capitale.	3 490,00 \$
De Rico, Hurtubise & Associés Inc.	Évaluation de la valeur marchande de propriétés de la Commission de la capitale nationale du Québec.	6 500,00 \$
Delort & Brochu, architectes, s.e.n.c.r.l	Services professionnels en architecture – Expertise sur l’état des fondations à la maison Brassard au parc des Moulins.	12 200,00 \$
Douglas Consultants inc	Renforcement des structures de la serre horticole, la serre viticole et la chaufferie au domaine Cataraqi.	16 000,00 \$
Drapeaux et bannières l'Étendard inc	Impression et livraison de bannières .	6 303,00 \$
Edilexpert	Licence Edilexpert 3 ans.	18 545,42 \$
Englobe Corp.	Contrôle qualitatif des matériaux et caractérisation environnementale pour le projet de réfection du mur du domaine Cataraqi.	7 114,16 \$
Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l	Demande de services juridiques – Quai des Flots à la promenade Samuel-De Champlain.	20 000,00 \$
Folia Design inc.	Service d'entretien des plantes intérieures et végétaux entreposés au domaine Cataraqi et au parc du Bois-de-Coulonge.	9 864,00 \$
François Ménard, inc.	Services professionnels – Mécanique de fontaines – Conception de plans et devis ainsi que la surveillance des travaux pour le remplacement des équipements mécaniques au Quai des Flots.	10 910,00 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Géolocalisation SPRCP inc. (Pagé-Leclair, société d’arpenteurs-géomètres)	Services professionnels – Services d’arpenteur-géomètre pour le lotissement du lot 2 074 932.	1 984,11 \$
Gérard Bourbeau & fils inc.	Fourniture et livraison d’équipement de jardinage pour l’entretien des parcs et espaces verts de la Commission de la capitale nationale du Québec.	3 839,16 \$
Gorgia Volpe	Production de maquette pour l’intégration des arts à l’architecture de la Phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.	10 000,00 \$
Groupe Geniarp inc.	Mandat d’arpentage pour la réalisation d’un plan topographique dans le cadre du projet d’escalier de la coulée Saint-Denis	3 900,00 \$
Groupe Qualinet inc.	Travaux d’assèchement de la salle mécanique du Quai des Flots, surveillance et sécurité des lieux.	4 450,00 \$
Hydralis inc	Entretien et installation des systèmes d’irrigation des parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec.	14 884,00 \$
In Imagerie Numérique inc.	Achat et livraison de panneaux d’affichage graphique sur glissière de chantier et filets de clôtures.	5 904,85 \$
Informatique Pro-Contact inc.	Acquisition des licences Microsoft Office 365 – Offres infonuagiques de collaboration et bureautique.	35 153,40 \$
ITI inc.	Services professionnels en technologie de l’information – Migration vers Office 365.	9 795,00 \$
J.C Drolet Inc.	Travaux d’excavation préparatoire devant le centre d’interprétation au parc du Bois-de-Coulonge.	4 190,00 \$
J.C. Drolet inc.	Excavation exploratoire le long de la fondation de l’atelier du Jardinier au domaine Cataraqui.	2 840,00 \$
Jocelyne Alloucherie	Production de maquette pour l’intégration des arts à l’architecture de la Phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.	10 000,00 \$
Keroul	Évaluation et certification de nos différents sites par l’organisme Kéroul.	1 440,00 \$
Klaus Scherübel	Production de maquette pour l’intégration des arts à l’architecture de la Phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.	10 000,00 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
KSA Avocats S.E.N.C.L.	Services juridiques d'accompagnement et réalisation de dossiers en droit immobilier.	15 000,00 \$
L'Atelier du bronze inc.	Fabrication et installation de plaque du mémorial de la guerre de Sept Ans.	2 860,00 \$
L'Étendard inc	Réparation du « Revolving cap » sur le mât du parc du Bois-de-Coulonge.	4 360,00 \$
Laboratoire canalisations souterraine (LCS) inc.	Inspection par caméra d'un drain de fondation et de conduites pluviales de l'atelier du Jardinier au domaine Cataraqi.	1 313,00 \$
Laboratoire canalisations souterraine (LCS) inc.	Services professionnels ingénierie – Services de laboratoire pour le contrôle de la qualité des sols et des matériaux pour le projet Cartier-Roberval.	14 977,12 \$
Laroche Mécanique du bâtiment inc.	Inspection, entretien et réparation des dispositifs antirefoulement.	6 090,00 \$
Les Contrôles A.C. inc.	Diverses réparations du système de chauffage du Domaine Cataraqi.	38 222,80 \$
Les Entreprises J. P. Montminy et fils inc	Aménagement d'un sentier d'accès temporaire au site archéologique Cartier-Roberval.	3 500,00 \$
Les Jardins Michel Corbeil inc.	Achat et livraison de vivaces pour les parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec – Saison 2021.	3 210,00 \$
Les mains vertes du paysage inc	Travaux d'aménagement paysager pour la restauration de l'oeuvre Las Alas de Mexico.	17 522,44 \$
LGT inc	Préparation d'un rapport sur l'état des équipements de la salle mécanique au Quai des Flots à la promenade Samuel-De Champlain.	11 500,00 \$
Littera	Révision linguistique pour 2020-2021.	3 097,50 \$
Marilou Lemmens et Richard Ibghy	Production de maquette pour l'intégration des arts à l'architecture de la Phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.	10 000,00 \$
Matériaux Charlesboourg inc.	Fourniture et livraison d'articles de quincaillerie pour le parc des Moulins et le domaine Cataraqi.	2 192,30 \$
Matériaux paysagers Savaria ltée	Fourniture et livraison de CU-SOL au site archéologique Cartier-Roberval.	7 898,10 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Mathieu Lévesque	Production de maquette pour l'intégration des arts à l'architecture de la Phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.	10 000,00 \$
Mathieu Plante, designer graphique	Service de graphisme pour l'année 2020-2021.	8 300,00 \$
Médisolution (2009) inc.	Contrat d'entretien et support applicatif pour VIRTUO du 1 ^{er} avril 2021 au 31 mars 2022.	2 192,00 \$
Monette Express (Québec)	Services de déménagement pour l'année 2020-2021.	7 500,00 \$
Musée nationale des beaux-arts du Québec (MNBAQ)	Location des œuvres d'art au domaine Catarqui avec le MNBAQ (renouvellement).	11 660,00 \$
Pelletier Déco Surfaces	Réfection des planchers de bois au rez-de-chaussée du domaine Catarqui.	8 560,00 \$
Premier Jet inc.	Réparation de trois éléments signalétiques (Taschereau, Flynn et Marchand) au cimetière Notre-Dame-de-Belmont à Québec.	1 900,00 \$
ReboisementLes Cents Frontières inc.	Plantation et fournitures d'arbres et d'arbustes dans le verger du parc du Bois-de-Coulonge.	6 157,00 \$
Robert Innes	Transfert et sécurisation du système Filemaker de la Commission de la capitale nationale du Québec.	1 760,00 \$
Saint-Gelais Montminy & Associés Architectes inc.	Services professionnels en architecture pour la toiture de la grange au parc du Bois-de-Coulonge.	4 000,00 \$
Société de la Rivière Saint-Charles	Damage du sentier au parc des Moulins.	8 045,00 \$
Solid Caddgroup inc.	Renouvellement de Licence Autocad.	3 540,00 \$
Solution M3	Achat et livraison de quatre (4) fauteuils pour l'Observatoire.	2 005,00 \$
Techni-Arp inc	Services professionnels d'un arpenteur-géomètre pour réaliser les plans et les relevés d'arpentage du projet de mise en valeur du site archéologique Cartier-Roberval.	8 000,00 \$
Technorm inc.	Analyse technique des escaliers 6, 7 et 8 au sentier des Grèves.	5 250,00 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Tetra Tech QI inc.	Services professionnels en génie civil – Travaux de drainage du Centre d’interprétation au Bois-de-Coulonge.	14 500,00 \$
Therrien Couture Joli-Coeur SENCRL	Accompagnement juridique dans le cadre de l’empiétement du lot 4 827 945 sur la propriété de la Commission de la capitale nationale du Québec.	3 962,50 \$
Traduction Sematos	Traduction du français à l’anglais pour la Commission de la capitale nationale du Québec.	1 265,00 \$
Unik Média	Production d’une vidéo dans le cadre du 25 ^e anniversaire de la Commission de la capitale nationale du Québec.	3 150,00 \$
Van Noort Bulb Co Ltd	Fourniture et livraison de bulbes pour la saison 2020.	5 027,45 \$
Vitrerie Québec enr.	Remplacement de vitres dans certains bâtiments de la Commission de la capitale nationale du Québec.	12 720,00 \$
WSP Canada	Expertise structurale sur l’état de la maçonnerie des fortifications du parc Cavalier-du-Moulin.	14 884,20 \$

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
- b) la grille d'évaluation des soumissions;**
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;**
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : : <https://www.seao.ca/>.

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
1920-10-011 Construction Restauration du muret d'enceinte au parc du Bois-de-Coulonge	1) Maçonnerie Nouveau-Monde (360 450,00 \$) 2) Maçonnerie Rainville et Frères inc. (405 000,00 \$) 3) Atwill-Morin Québec inc. (442 722,45 \$) 4) Gervais Jacques inc. (445 540,00 \$) 5) Briquetel Ltée (485 896,00 \$) 6) Lévesque et Associés Construction inc. (527 650 \$) 7) Maçonnerie Murphy inc. (562 365,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Maçonnerie Nouveau-Monde inc. au montant de 360 450,00 \$.
1920-03-057 Services de nature technique Travaux arboricoles planifiés et sur demande (Lot 1 et Lot 2)	1) Les Entreprises Québécoises d'excavation Ltée LEQEL (1993) (202 342,00 \$ dont 146 322,00 \$ pour le lot 1 et 56 020,00 \$ pour le lot 2)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises Québécoises d'excavation Ltée LEQEL (1993) pour le lot 2 uniquement au montant de 56 020,00 \$.
1920-10-012 Construction Réfection de la toiture de la villa au domaine Cataraqui	1) Toiture Quatre-Saisons inc. (874 200,00 \$) 2) Construction Couture Tanguay (934 247,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Toiture Quatre-Saisons inc. au montant de 874 200,00 \$.
1920-01-005 Construction Réalisation des travaux de consolidation – Nouvelles-Casernes Phase 2	1) Maçonnerie Rainville et Frères inc. (4 890 000,00 \$) 2) Maçonnerie Dynamique Ltée (4 992 111,00 \$) 3) Construction Couture et Tanguay (5 970 110,00 \$) 4) Tro-Chânes inc. (6 290 000,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Maçonnerie Rainville et Frères inc. au montant de 4 890 000,00 \$.

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
1920-01-007 Services professionnels Services d'archéologie pour le site archéologique Cartier-Roberval et de ses abords	1) Groupe de recherches et d'études sur le Québec ancien (95 275,00 \$)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à Groupe de recherches et d'études sur le Québec ancien au montant de 95 275,00 \$.
1920-03-071 Approvisionnement Acquisition d'une déchiqueteuse à branches	1) Les Entreprises Douglas Powertech inc. (28 283,89 \$)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises Douglas Powertech inc.au montant de 28 283,89 \$.
1920-10-013 Construction Restauration du parvis de la villa du domaine Cataraqui	1) Les Entreprises Proteau et Garneau inc. (51 332,00 \$) 2) Gervais Jacques inc. (48 200,00 \$) 3) Maçonnerie Dynamique Ltée (67 250,00 \$) 4) Construction Couture et Tanguay (68 170,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix n'étant pas conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises Proteau et Garneau inc. au montant de 51 332,00 \$.
2021-03-001 Services techniques Travaux d'arboriculture planifiés 2020	Aucune soumission reçue	

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2021-03-004 Services techniques Éradication des espèces nuisibles 2020-2022	Aucune soumission reçue	
2021-10-002 Construction Réfection du mur de soutènement du Domaine Cataraqui - Phase 1	1) Les Constructions Be-Con inc. (449 900,00 \$) 2) Cimota inc. (524 900,00 \$) 3) Dalcon inc. (554 773,00 \$) 4) Construction Deric inc. (587 661,00 \$) 5) Groupe Manexco inc. (650 574,62 \$) 6) Lixm Entrepreneur général inc. (675 000,00 \$) 7) Germain Construction inc. (729 853,26 \$) 8) ParKo inc. (784 806,00 \$) 9) Atwill-Morin (792 895,00 \$) 10) Construction MP-K inc. (796 000,00 \$) 11) Les constructions Hydrospec inc. (812 100,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Constructions Be-Con inc. au montant de 449 900,00 \$.
2021-01-002 Construction Fabrication et installation de neuf (9) éléments signalétiques en périphérie de sépultures des premiers ministres	1) 11631276 Canada inc. (Enseigne ESM) (54 715,00 \$)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à 11631276 Canada inc(Enseigne ESM) au montant négocié de 49 061,20 \$.
2021-03-006 Services techniques Déneigement du parc des Moulins et son boisé	1) Les Entreprises MRA paysagistes inc. (33 150,00 \$) 2) Verdure Royale inc. (35 247,25 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises MRA Paysagistes inc. au montant de 33 150,00 \$.

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2021-10-003 Construction Réfection partielle du plancher du comble du caveau à légumes au parc du Bois-de-Coulonge	1) Construction MP-K inc. (47 902,52 \$) 2) Construction Couture et Tanguay (48 900,00 \$) 3) Constructions Jacques Dubois et fils inc.(48 984,00 \$) 4) Construction Marc Bolduc inc. (61 000,00 \$) 5) Menuiserie D. Pouliot inc. (68 200,00 \$) 6) Dalcon inc. (103 192,00 \$) 7) Construction Bruno Blanchette (112 100,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction MP-K inc. au montant de 47 902,52 \$.
2021-07-003 Construction Réalisation des travaux d'aménagement de mise en valeur du site archéologique Cartier-Roberval	1) Construction Marc Bolduc inc. (3 295 000,00 \$) 2) Les Constructions Pierre Blouin (3 345 370,74 \$) non-conforme 3) Les Constructions Be-Con inc. (3 588 450,00 \$) 4) Lévesque Construction inc. (3 747 000,00 \$) 5) Construction Citadelle inc. (3 994 676,05 \$) non-conforme 6) Construction BSL inc.(3 997 100,00 \$) non-conforme 7) Construction Deric inc. (4 761 479,00 \$) non-conforme	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Marc Bolduc inc.au montant révisé, à la suite de la vérification du bordereau, de 3 416 299,51 \$.
2021-01-008 Services professionnels Services professionnels en architecture de paysage pour le lien piétonnier de la coulée Saint-Denis	1) Option aménagement inc. (91 750 \$) 2) Lemay CO inc. 3) BC2 Groupe Conseil inc. 4) Vlan Paysages	Évaluation par un comité de sélection tenue le 6 janvier 2021. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur le prix ajusté le plus bas, le contrat est octroyé à Option aménagement inc. pour un montant de 91 750 \$.
2021-01-009 Services professionnels Services professionnels en ingénierie pour le lien piétonnier de la coulée Saint-Denis	1) Pluritec ltée (119 467 \$) 2) Groupe Alphard inc.	Évaluation par un comité de sélection tenue le 5 janvier 2021. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur la note finale la plus élevée, le contrat est octroyé à Pluritec ltée pour un montant de 119 467 \$.

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2021-04-005 Services professionnels Services professionnels pour la refonte, l'entretien et l'hébergement des sites Web de la Commission de la capitale nationale du Québec	1) Vortex Solution inc. (40 404 \$) 2) Akufen Atelier Créatif inc. 3) CS Group inc. 4) Volcan Actif inc.	Évaluation par un comité de sélection tenu le 21 janvier 2021. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur le prix ajusté le plus bas, le contrat est octroyé à Vortex Solution inc. pour un montant de 40 404 \$.
2021-03-025 Services de nature technique Entretien des systèmes d'irrigation dans les parcs de la Commission	1) Hydralis inc. (87 629,25 \$ incluant 2 options de renouvellement, soit 29 209,75 \$/année) Terme initial : 29 909,75 \$ 1re option : 29 909,75 \$ 2e option : 29 909,75 \$	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Hydralis inc. au montant de 87 629,75 \$.
2021-10-008 Construction Réfection des systèmes de mécanique du bâtiment	1) Soucy Aquatik inc. (460 200 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Soucy Aquatik inc. au montant négocié 447 700,00 \$.
2021-03-023 Construction Contrat à exécution sur demande - Travaux d'ébénisterie pour divers bâtiments	1) Rocher Menuiserie inc. (23 940 \$ pour le terme initiale) 2) Construction Couture & Tanguay inc. (35 900 \$ pour le terme initiale).	Aucune soumission retenue

10. CONSULTANTS EXTERNES

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d’un ministère ou d’un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l’embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;**
- b) la nature du projet;**
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);**
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;**
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;**
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;**
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;**
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet;**
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;**
- j) le nombre d'employé (ETC) affectés à ce projet;**
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;**
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige La Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;**
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.**

- a) le nom du projet :
 - 1) Poursuite de l'implantation d'un logiciel de gestion de projets.
 - 2) Développement d'un outil pour la gestion des requêtes citoyennes.
 - 3) Câblage réseau au siège social.
 - 4) Transferts et sécurisation du système FileMaker (migration de Filemaker 9 de la CCNQ vers Filemaker 19).
 - 5) Abonnement en continu aux licences Microsoft Office avec offre infonuagique en collaboration et bureautique pour un an.
 - 6) Migration vers Office 365
- b) la nature du projet :
 - 1) Consiste à implanter le système et développer des rapports personnalisés pour les suivis de l'organisation.
 - 2) Optimiser la gestion de diverses requêtes citoyennes.
 - 3) Mettre à niveau les connexions réseau de notre système informatique.
 - 4) Rendre plus efficace le logiciel des réservations unique à la CCNQ.
 - 5) Avoir une meilleure maintenance et gestion des systèmes informatiques incluant la téléphonie.
 - 6) Migration de la totalité des boîtes courriels d'un environnement Exchange hébergé en infonuagique.
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :

Non pertinent à l'étude des crédits.

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :
 - 1) 163 890 \$
 - 2) 10 800 \$
 - 3) 12 403 \$
 - 4) 1 760 \$
 - 5) 35 153 \$
 - 6) 9 795 \$

- e) les plus récentes évaluations du coût du projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total, et ventilés par année financière :
 - 1) 65 520 \$ en 2018-2019 et 47 252 \$ en 2019-2020 et 27 613 \$ en 2020-2021
 - 2) 0 \$ à ce jour
 - 3) 10 039 \$ en 2020-2021
 - 4) 1 760 \$ en 2020-2021
 - 5) 1 722 \$ en 2020-2021
 - 6) 9 795 \$ en 2020-2021

- g) L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :

Non pertinent à l'étude des crédits.

- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :
 - 1) 86 %
 - 2) 0 %
 - 3) 100 % complété
 - 4) 100 % complété
 - 5) 35 %
 - 6) 100 % complété

- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;

Non pertinent à l'étude des crédits.

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*;

Non applicable pour les infrastructures, mais en cours d'évaluation pour les outils de bureautique.

- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.
Aucun.

Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles.

(https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/cadre_reference/regles-relatives-planification-gestion-ressources-informationnelles.pdf).

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

12. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN INFONUAGIQUE

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;**
- b) la nature du projet;**
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);**
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;**
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;**
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;**
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;**
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet;**
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;**
- j) le nombre d'employé (ETC) affectés à ce projet;**
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;**
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige La Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.**

La réponse à cette question est incluse à la question 11.

13. DÉPENSES DIVERSES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transports;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - au Québec;
 - à l'extérieur du Québec.

- a) photocopie : 14 660 \$
 - b) mobilier de bureau : 3 052 \$
 - c) ameublement : 2 005 \$
 - d) décoration et embellissement : aucun.
 - e) distributeur d'eau de source
Coût : 393 \$
 - f) remboursement des frais de transport
 - g) remboursement des frais d'hébergement
 - h) remboursement des frais de repas
 - Coût : 3 310 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
 - i) remboursement des frais d'alcool et de fêtes : aucune dépense.
 - j) participation à des congrès et colloques
Coût : 52 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
- Toute session de type perfectionnement ou ressourcement
Coût : 15 469 \$ (au Québec)
Coût : Aucune dépense (à l'extérieur du Québec)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

14. TÉLÉPHONIE, ORDINATEURS PORTABLES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 ventilé par mois de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) le nombre de minutes utilisées;
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministre ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Téléphones cellulaires utilisés :

Nombre de téléphones cellulaires	27
Coût d'acquisition	143 \$
Coût d'utilisation	8 548 \$
Coût des contrats téléphoniques	8 400 \$
Nom des fournisseurs	Rogers et TELUS
Nombre de minutes utilisées	183 294

Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
-------------------------------------	---

Nombre de tablettes électroniques et d'ordinateurs portables utilisés	3 tablettes et 20 ordinateurs portables
Coût d'acquisition (tablettes et ordinateurs portables)	14 807 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25). <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

15. EFFECTIF

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :

- a) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- b) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- c) **Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- d) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- e) **Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :**

- **Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- f) **Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- g) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- h) **Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

15. EFFECTIF

- i) **Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l’éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.**

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la *Loi sur l’accès*. Le paragraphe 1° de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la *Loi sur l’accès*.

- j) **L’évolution des effectifs réguliers par catégorie d’emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- k) **L’évolution du nombre d’employés bénéficiant d’un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.**

Il n’y a pas de postes qualifiés d’experts et émérites à la Commission.

- l) **Le nombre d’employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu’ils ont accomplie.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- m) **Le nombre de postes par catégories d’emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).**

Catégorie d’emploi	2020-2021
Personnel d’encadrement	4
Personnel professionnel	21
Techniciens	19
Personnel de bureau	4
Ouvriers	8
Autres (personnel des services à la clientèle)	0
TOTAL ⁽¹⁾	56

- (1) L’ensemble du personnel de la Commission travaille dans la région de la Capitale-Nationale.

- n) **Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires / Le nombre d’employés permanents et temporaires.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

15. EFFECTIF

o) Le nombre d’employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d’emploi.

Aucun poste n’a été aboli en 2020-2021.

r) L’effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Le nombre de postes vacants et le nombre d’ETC non comblés, ventilé par région.

Treize (13) postes, équivalant à 17,83 ETC, sont vacants dans l’organisation au 31 mars 2021.

16a. DÉPARTS À LA RETRAITE

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 :

- le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

16b. REMPLACEMENTS SELON PGRH

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 :

- **le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.**

Non applicable.

16c. DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l’année 2020-2021 et les prévisions pour l’année 2021-2022 :

- **le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.**

Veillez référer à la réponse de la question 16 a).

16d. RETRAITÉS À CONTRAT

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l’année 2020-2021 et les prévisions pour l’année 2021-2022 :

- le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Une personne.

17. BAUX SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE HECTOR-FABRE 525, boulevard René-Lévesque Est
Superficie du local loué :	1 254,57 m ²
Coût total de la location :	371 922 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2020 :	12 950 \$
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE MARIE-GUYART 1037, rue De La Chevrotière
Superficie du local loué :	926,27 m ²
Coût total de la location :	200 555 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2020 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

L’information fournie en réponse à l’emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l’espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>.

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

18. ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l’organisme en 2020-2021, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) la valeur estimée de ceux-ci;
- c) les coûts d’entretien annuel;
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Aucun.

19. PORTRAIT DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES

Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

Aucun actif excédentaire.

20. RÉNOVATIONS

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

La réponse à cette question est incluse à la question 17.

21. RÉNOVATIONS – CABINET MINISTÉRIEL

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-20201 du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Ne s'applique pas.

22. PERSONNEL DU CABINET MINISTÉRIEL

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description des tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Ne s'applique pas.

23. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d’argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) le nom de l’organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l’organisme.

Ne s’applique pas.

24. PERSONNEL HORS STRUCTURE

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2021-2022.

Aucun, puisque la Commission de la capitale nationale du Québec est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la Loi sur la fonction publique.

25. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

26. OCCASIONNELS MIS À PIED

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d’occasionnels mis à pied dont le ministère ou l’organisme a mis fin à l’emploi ou dont le contrat n’a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d’âge;
- c) prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

27. POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question est fournie en 15 q). Tous les postes sont situés dans la région de la Capitale-Nationale.

28. EFFECTIF PAR BUREAU RÉGIONAL

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l’effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

L’ensemble du personnel de la Commission de la capitale nationale du Québec travaille dans la région de la Capitale-Nationale. L’effectif par catégorie d’emploi est présenté à la question 15 j).

29. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ M/O AFFECTÉ AILLEURS

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l’organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l’assignation initiale;
- e) l’assignation actuelle;
- f) la date de l’assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).

Aucun.

30. ABONNEMENTS

La liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Les journaux, revues mensuelles, publications (format papier ou électronique), etc.		
Journal de Québec	89,99 \$ 25 avril 2020 au 24 avril 2021	Général (électronique)
Le Soleil	109,95 \$ 8 janvier 2021 – 8 janvier 2022	Général (électronique)
Thomson Reuters Canada – Accès à l’information loi annotée (mise à jour)	460 \$	Juridique (électronique)
Thomson Reuters Canada – Code de procédures civiles 20-21	30 \$	Juridique (électronique)
Comptables professionnels agréés du Canada – Manuel de comptabilité secteur public	116,66 \$ 31 mai 2020 – 30 mai 2021	Finance (électronique)
L’Ancêtre	Gratuit	Histoire et patrimoine
Total :	806,60 \$	

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.)
Aucun.

31. ABONNEMENTS CABINET MINISTÉRIEL

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Ne s'applique pas.

32. BILLETS DE SAISON, LOGES, CLUB PRIVÉ

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d’événements sportifs et culturels, les billets d’événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Aucune.

33. SITES INTERNET

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- k) autres coûts

2020-2021	
a) Nom du site Web	www.capitale.gouv.qc.ca www.observatoire-capitale.com
b) Nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site	Commission : Ixmédia Observatoire : Unik média
c) Coûts de construction du site	

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	<u>Ixmédia</u> Hébergement sites Commission et Observatoire (contrat 1819-04-001) : 780 \$ Excédent hébergement : 60 \$ Entretien sites Commission et Observatoire : 2 080 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	Ne s'applique pas en 2020-2021.
f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site	Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
g) Fréquence moyenne de mise à jour	En continu.
h) Responsable du contenu sur le site	Service des communications et de la promotion : - Stéphane Desmeules, coordonnateur aux communications et à la promotion - Josyca Mercier, conseillère en marketing
i) Noms de domaines réservés	domainecataqui.com domainecataqui.ca domainecataqui.org observatoirecapitale.org observatoirecapitale.com observatoirecapitale.org
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines avec GoDaddy	310 \$ pour 2 ans
k) Autres coûts	- Coûts liés au renouvellement de certificat de sécurité (SSL) avec GoDaddy : www.observatoirecapitale.com : 99,99 \$ pour 1 an - Coûts liés au renouvellement de 2 plug-ins : www.observatoirecapitale.com : 77 \$

34. NOMINATIONS NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS

Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Veuillez référer à la réponse de la question 8.

35. VISITES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES

Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Aucune.

36. ADJOINTS PARLEMENTAIRES

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :

- a) le détail des mandats;**

- b) le coût (déplacements, etc.);**

- c) le nombre de ressources affectées;**

- d) le nombre de rencontres;**

- e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**

- f) l’objet;**

- g) les dates.**

Ne s’applique pas.

37. ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES, ABOLIES

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

38. ENTENTES GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET PROVINCES

La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

39. CRÉDITS PÉRIMÉS ET GEL DE CRÉDITS

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

40. REVENUS AUTONOMES ET TARIFICATION

L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent.

Le coût unitaire de chacun de ceux-ci.

La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l’année 2021-2022.

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

41. PLAN DE RÉDUCTION – DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

42. SOMMES REÇUES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement, indiquer, de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre :

- a) les sommes reçues;
- b) la ou les dates des versements;
- c) et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun.

43. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir, pour l’année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement n’a été versée en 2020-2021.

44. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS – CABINET MINISTÉRIEL

Pour chaque cabinet ministériel, fournir, pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Ne s'applique pas.

En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

45. PRIMES DE DÉPART, ALLOCATIONS DE TRANSITION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir, pour l’année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n’a été versée en 2020-2021.

46. AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

47. SALAIRES VERSÉS SANS FONCTION OU TÂCHE ASSIGNÉE – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne, fournir la liste :

- a) des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l’organisme.

Il n’y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

48. DÉPLACÉS DE LEUR FONCTION – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne, fournir la liste :

- a) des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) des salaires versés.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, et ce, pour tous les ministères et organismes.

49. RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

50. INITIATIVES OU MAJORATIONS – PROGRAMMES EXISTANTS

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

51. PLAN NORD – EMPLOYÉS OU ETC

Nombre d’employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

52. PLAN NORD – BUDGET

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

53. STRATÉGIE MARITIME – EMPLOYÉS OU ETC

Nombre d’employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

54. STRATÉGIE MARITIME – BUDGET

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

55. FONDS VERT – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

56. FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

57. FONDS DU PLAN NORD – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

58. SERVICES JURIDIQUES – SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE

Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question est transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

59. INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION – SOMMES DÉPENSÉES

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres)

a) la dépense totale (opération et capital);

Les informations sont disponibles dans la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles.

b) les grands dossiers en cours;

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

Non pertinent à l'étude des crédits.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Veuillez référer à la réponse de la question 10.

60. MASSE SALARIALE

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

61. TAUX D'ABSENTÉISME

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

62. RAPPORTS, ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ENQUÊTES

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;**
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;**
- c) les coûts reliés à sa réalisation;**
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.**

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

63. COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Association	Dépense totale
Chambre de commerce et d’industrie de Québec	403,00 \$
École nationale d’administration publique	700,00 \$
Fédération des transporteurs par autobus	157,50 \$
Office du tourisme de Québec	765,00 \$
Total	2 025,50 \$

64. RENCONTRES DIPLOMATIQUES, POLITIQUES, SOMMETS ET NÉGOCIATIONS – LISTE

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

65. RENCONTRES DIPLOMATIQUES, POLITIQUES, SOMMET GOUVERNEMENTAL ET NÉGOCIATION – DÉTAILS

Pour chaque rencontre d’accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquelles prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les participants;
- d) si l’événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l’article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

66. SONDAGES

Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisé par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

Firme retenue
Votepour.ca

Coûts
21 680 \$ plus taxes

67. PUBLICITÉ – MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET INTERNET

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, indiquer :

a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;

Dans la dernière année, aucune dépense publicitaire n’a été effectuée dans les médias communautaires (0%).

b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Le pourcentage des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux (81 \$) de l’ensemble des dépenses en publicité et en articles promotionnels (19 533 \$) se situe à 0,004 %.

68. POLITIQUE JEUNESSE QUÉBEC

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

69. TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX

Au sujet du transfert d’emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

70. RECONNAISSANCE DES ACQUIS - PERSONNES IMMIGRANTES

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

71. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

La liste contrats octroyés par le ministère ou l’organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s’il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l’organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l’article 29 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l’existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l’efficacité d’un programme, d’un plan d’action ou d’un dispositif de sécurité destiné à la protection d’un bien ou d’une personne.

72. POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

73. FEMMES ET FILLES AUTOCHTONES – ENQUÊTE NATIONALE

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

74. COMMISSION DES AUTOCHTONES – SUIVI DE RECOMMANDATIONS

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d’enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

75. PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS – PLAN D’ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du plan d’action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

76. « PRÉVENIR, RÉDUIRE ET TRAITER » – PLAN D’ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du plan d’action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

77. PRÉVENTION EN SANTÉ – POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

78. « AGISSONS » CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE – PLAN D'ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

79. « ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC » – STRATÉGIE D'ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

80. MAIN-D'ŒUVRE – STRATÉGIE NATIONALE 2018-2023

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

81. MAIN-D'ŒUVRE – PLAN D'ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main-d'œuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

82. « UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES » – PLAN D’ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

83. OCCUPATION ET VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2020

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du plan d’action gouvernemental de contribution à l’occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L’information concernant le plan d’action gouvernemental de contribution à l’occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l’occupation et la vitalité des territoires.

84. ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF – PLAN D'ACTION 2020-2025

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

85. AGRICULTURE DURABLE – PLAN 2020-2030

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’agriculture durable 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec.

86. ÉCONOMIE SOCIALE – PLAN D'ACTION 2020-2025

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

87. CROISSANCE TECHNOLOGIES PROPRES – PLAN D'ACTION 2018-2023

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

88. « OSER ENTREPRENDRE » – PLAN D’ACTION EN ENTREPRENEURIAT 2017-2022

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

89. RECHERCHE ET INNOVATION – STRATÉGIE QUÉBÉCOISE 2017-2022

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l’innovation 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

90. SCIENCES DE LA VIE – STRATÉGIE QUÉBÉCOISE 2017-2027

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

91. AÉROSPATIALE – STRATÉGIE QUÉBÉCOISE 2016-2026

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l’aérospatiale 2016-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

92. ÉCONOMIE NUMÉRIQUE – PLAN D’ACTION 2016-2021

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action en économie numérique 2016-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

93. STRATÉGIE MARITIME 2015-2030

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

94. ALUMINIUM – STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT 2015-2025

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l’aluminium 2015-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

95. PRODUITS FORESTIERS – STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE 2018-2023

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

96. POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC – PLAN D’ACTION 2018-2020

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

97. ÉCONOMIE VERTE – PLAN 2020-2030

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

98. DÉVELOPPEMENT DURABLE – STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE 2015-2020

Somme dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

99. STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'EAU 2018-2030

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

100. ÉNERGIE – PLAN DIRECTEUR EN TRANSITION, INNOVATION ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DU QUÉBEC

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

101. CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

102. ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 en application de l’analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

103. TRANSPORTS – ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de l’électrification des transports.

Cette question est non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

104. RÉTENTION DES TRAVAILLEURS D'EXPÉRIENCE

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

105. COVID-19 – MESURES DE TÉLÉTRAVAIL

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l’organisme :

- a) nombre d’employés au total en ayant bénéficié;**

- b) nombre d’employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;**

- c) proportion de l’effectif total du ministère ou de l’organisme en ayant bénéficié.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

106. COVID-19 – PRIMES

Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

107. COVID-19 – MISES À PIEDS ET NON-RENOUVELLEMENT DE CONTRATS

Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l’organisme, en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

108. COVID-19 – TÉLÉTRAVAIL COÛT MATÉRIEL

Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de l’acquisition de matériel pour fins de télétravail (tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d’internet, etc.)

Voir la réponse à la question 8.

109. COVID-19 – SÉCURITÉ INFORMATIQUE

Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Veillez référer à la réponse de la question 8.

110. COVID 19 – VIDÉO-CONFÉRENCE

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) liste des contrats;
- b) nom du fournisseur;
- c) montant déboursé.

Veillez référer à la réponse de la question 8.

111. COVID-19 – REMBOURSEMENT MATÉRIEL TÉLÉTRAVAIL

Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l’achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucune somme n’a été dépensée.

112. COVID-19 – EMPLOYÉS ABSENTS

Nombre d’employés ayant été absents du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l’organisme en 2020-2021 ainsi que l’estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

113. COVID-19 – SOUTIEN EMPLOYÉS SANTÉ MENTALE

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

- a) les sommes dépensées;**
- b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);**
- c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

À noter que nous n'avons pas de PAE au sein de la Commission de la capitale nationale du Québec.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

114. COVID-19 – MATÉRIEL DE PROTECTION INDIVIDUEL

Concernant l’achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 :

- a) total des dépenses réalisées;**
- b) type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);**
- c) liste des fournisseurs retenus;**
- d) coûts d’installation;**
- e) liste des contrats accordés et montants déboursés;**
- f) si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.**

SIÈGE SOCIAL : 2 429,96 \$

- Gel désinfectant à main et papier à main brun : Produit Eugène Allard : 651,26 \$
- Produits sanitaires (désinfectants à main, désinfectants pour surface, pompes distributrices, papiers à mains, gants de nitriles sans latex, visières de protection : Sécurité Landry : 605,45 \$
- Ruban rouge pour marquer le sol dans les corridors : Novexco : 51,92 \$
- Écran de protection (1 x plexiglass) pour la réception : Polyalto : 320 \$
- Écran de protection (5 x plexiglass) pour bureaux : Polyalto : 801,33 \$

PARCS ET ESPACES VERTS : 1 002,39 \$

- Attache pour pancarte : Quincaillerie Corriveau : 18,67 \$
- Ruban rouge pour marquer le sol dans les corridors : Novexco : 51,92 \$
- Couvre-tout, gants en nitrile, désinfectant anti-septique Purell, lunettes Adaptec, masques de procédures chirurgicales : Industries Lam-É inc : 295 \$
- Visières-protectrice claires en copolyester : Industries Lam-É inc. : 455,60 \$
- Papier à main : Service d’entretien René Plante (chez Produits Eugène Allard) : 181,20 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

115. COVID-19 – ENTRETIEN MÉNAGER ET DÉSINFECTION DES LOCAUX

Concernant l’entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l’organisme en 2020-2021, fournir :

- a) le total des sommes dépensées;**

- b) le nom des fournisseurs retenus;**

- c) la liste des contrats.**

La Société québécoise des infrastructures est responsable du contrat d’entretien ménager et désinfection des locaux.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

116. COVID-19 – AVIS DNSP ET INSPQ

Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l’organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l’Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

117. COVID-19 – COÛT MESURES CNESST

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l’organisme ainsi qu’une liste des recommandations effectuées.

Aucune visite de la CNESST dans les locaux de la Commission de la capitale nationale du Québec n’a eu lieu.

118. COVID-19 – PLAINTES DU PUBLIC

Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID19.

(Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

119. COVID-19 – CONSIGNES CABINETS MINISTÉRIELS

Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

120. CONTRATS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE – ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d’autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Aucun.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

121. CONTRATS SANTÉ PUBLIQUE

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'état de prestation des services;
- e) l'échéancier.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

122. CONTRATS CABINET MINISTÉRIEL

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- d) le coût;
- e) l’échéancier;
- e) dans le cas d’un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Ne s’applique pas.

123. DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes.

124. COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF ET LES MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

MTQ Pont de l’Île D’Orléans	Juan Vargas Peter Murphy Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Participer à des rencontres d’information et comité de partenaires (incluant sous-comités pour les approches nord et sud). Nombre et fréquence des rencontres : Au besoin (± une fois / 3 mois) 3 rencontres Dépenses : 0 \$
SQI Construction d’une école secondaire Charlesbourg	Juan Vargas Autres membres (voir SQI)	Mandat : Participer à des ateliers de conception intégrés pour la construction d’une école secondaire sur les terrains de l’ancien Jardin zoologique. Nombre et fréquence des rencontres : 2 rencontres Dépenses : 0 \$
MTQ Schéma directeur de l’entrée sud de la capitale nationale	Philippe Plante Marie-Noël Chouinard Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Collaborer à l’élaboration d’un cadre de référence pour la requalification des terrains vacants et sous-utilisés de part et d’autre de l’axe autoroutier entre les ponts de Pierre-Laporte et de Québec et le chemin des Quatre-Bourgeois; Nombre et fréquence des rencontres : 2 rencontres Dépenses : 0 \$

125. ENTENTES DE CONFIDENTIALITÉ – PROJETS DE LOI, POLITIQUES, STRATÉGIES

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

126. ACTES RÉPRÉHENSIBLES – DIVULGATIONS

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d’actes répréhensibles reçues, le nombre d’enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d’actes répréhensibles visée à l’article 4 de la Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles à l’égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

127. POSTES OUVERTS ET POSTES COMBLÉS

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Voir la réponse de la question 15m.

128. RÉMUNÉRATION DES STAGES

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :

a) nombre de stagiaires reçus;

Nombre de stagiaires rémunérés reçu en 2020-2021 : 2

b) heures de stages effectués;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

c) rémunération totale déboursée.

Rémunération totale déboursée en 2020-2021 : 8 791,09 \$

129. VÉHICULES

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;**

- b) le type de véhicules; de type camionnette (pick-up) ;**

- c) le nombre de véhicules hybrides;**

- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;**

- e) le nombre de véhicules électriques.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

130. PACC 2020 – ACTIONS ET DÉPENSES

Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l’organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) les sommes dépensées pour chaque action;**
- b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en oeuvre de chaque action.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

131. REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES – RENCONTRES

Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l’objet de la rencontre.

Cette question ne semble pas pertinente à l’étude des crédits.

132. ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES

Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacune de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

2

**Réponses aux demandes de
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
sur les crédits 2020-2021**

*Programme 7 — Promotion et développement de la Capitale-Nationale
Élément 2 — Commission de la capitale nationale du Québec*

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des questions

1.	Voyages hors Québec
2.	Voyages en avion ou hélicoptère
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites
4.	Publicité Internet
5.	Conférences de presse et événements médiatiques
6.	Formation en communication
7.	Formation en communication – Personnel politique
8.	Contrats octroyés
9.	Appels d’offres publics
10.	Consultants externes
11.	Développement informatique
12.	Développement informatique en infonuagique
13.	Dépenses diverses
14.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
15.	Effectif
16.	Départs à la retraite, remplacements et contrats
17.	Baux SQI

18.	Actifs immobiliers excédentaires
19.	Portrait des actifs excédentaires
20.	Rénovations (déménagement, aménagement)
21.	Rénovations cabinet ministériel (déménagement, aménagement)
22.	Personnel du cabinet ministériel
23.	Budget discrétionnaire
24.	Personnel hors structure
25.	Personnel en disponibilité
26.	Occasionnels mis à pied
27.	Postes abolis par bureau régional
28.	Effectif par bureau régional
29.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
30.	Abonnements
31.	Abonnements cabinet ministériel
32.	Billets de saison, loges, club privé
33.	Sites Internet
34.	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs

35.	Visites ministérielles et sous-ministérielles
36.	Adjointes parlementaires
37.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
38.	Ententes gouvernement fédéral et provinces
39.	Crédits périmés et gel de crédits
40.	Revenus autonomes et tarification
41.	Dépenses de fonctionnement – Plan de réduction
42.	Sommes reçues du gouvernement fédéral
43.	Primes au rendement et bonis
44.	Primes au rendement et bonis – Cabinet ministériel
45.	Primes de départ, allocations de transition
46.	Augmentations de salaire
47.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée – Cadres et dirigeants
48.	Déplacés de leur fonction – Cadres et dirigeants
49.	Programmes existants – Reconduction
50.	Programmes existants – Initiatives ou majorations
51.	Plan Nord – Employés ou ETC
52.	Plan Nord – Budget
53.	Stratégie maritime – Employés ou ETC
54.	Stratégie maritime – Budget
55.	Fonds vert – Programmes financés
56.	Fonds des ressources naturelles – Programmes financés
57.	Fonds du Plan Nord – Programmes financés

58.	Services juridiques – Sommes allouées à l'externe
59.	Informatique et technologies de l'information - Dépenses
60.	Masse salariale
61.	Taux d'absentéisme
62.	Rapports, études, avis, analyses, enquêtes
63.	Cotisations à des associations
64.	Rencontres diplomatiques, politiques, sommet et négociation - Liste
65.	Rencontres diplomatiques, politiques, sommet et négociation - Détails
66.	Sondages
67.	Publicité - Médias communautaires et Internet
68.	Politique jeunesse Québec
69.	Transfert d'emplois gouvernementaux
70.	Reconnaissance des acquis – Personnes immigrantes
71.	Protection des renseignements personnels
72.	Politique culturelle du Québec
73.	Femmes et filles autochtones – Enquête nationale
74.	Commission des autochtones – Suivi de recommandations
75.	Premières Nations et Inuits – Plan d'action
76.	« Prévenir, réduire et traiter » – Plan d'action
77.	Prévention en santé – Politique gouvernementale
78.	« Agissons » contre la violence conjugale – Plan d'action
79.	« Ensemble, nous sommes le Québec » – Stratégie d'action
80.	Main-d'œuvre – Stratégie nationale 2018-2023

81.	Main-d'œuvre – Plan d'action
82.	« Un Québec pour tous les âges » – Plan d'action
83.	Occupation et vitalité des territoires 2018-2020
84.	Allègement règlementaire et administratif – Plan d'action 2020-2025
85.	Agriculture durable – Plan 2020-2030
86.	Économie sociale – Plan d'action 2020-2025
87.	Croissance technologies propres – Plan d'action 2018-2023
88.	« Oser entreprendre » – Plan d'action en entrepreneuriat 2017-2022
89.	Recherche et innovation – Stratégie québécoise 2017-2022
90.	Sciences de la vie – Stratégie québécoise 2017-2027
91.	Aérospatiale – Stratégie québécoise 2016-2026
92.	Économie numérique – Plan d'action 2016-2021
93.	Stratégie maritime 2015-2030
94.	Aluminium – Stratégie québécoise de développement 2015-2025
95.	Produits forestiers – Stratégie de développement de l'industrie québécoise 2018-2023
96.	Politique internationale du Québec – Plan d'action 2018-2020
97.	Économie verte – Plan 2020-2030
98.	Développement durable – Stratégie gouvernementale 2015-2020
99.	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030
100.	Énergie – Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec
101.	Conciliation travail-famille
102.	Analyse différenciée selon les sexes

103.	Transports – Électrification des transports
104.	Rétention des travailleurs d'expérience
105.	Covid-19 – Mesures de télétravail
106.	Covid-19 – Primes
107.	Covid-19 – Mises à pieds et non-renouvellement de contrats
108.	Covid-19 – Télétravail coût matériel
109.	Covid-19 – Sécurité informatique
110.	Covid-19 – Vidéo-conférence
111.	Covid-19 – Remboursement matériel télétravail
112.	Covid-19 – Employés absents
113.	Covid-19 – Soutien employés santé mentale
114.	Covid-19 – Matériel de protection individuel
115.	Covid-19 – Entretien ménager et désinfection des locaux
116.	Covid-19 – DNSP ET INSPQ Avis
117.	Covid-19 – CNESST Coût des mesures
118.	Covid-19 – Plaintes du public
119.	Covid-19 – Consignes cabinets ministériels

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Liste des voyages hors Québec :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.

Aucun en 2020-2021.

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

2. VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Ne s'applique pas.

2. VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Publicités pour l’Observatoire de la Capitale Gré à gré

Office du tourisme de Québec (OTQ)
Description : Publicités et rédactionnels dans le guide touristique annuel, bannière et publicité (hiver et printemps) sur le site Web de l’OTQ.
Coût : 1 675 \$

Unik Média-9231-9771 Québec inc.
Description : Modifications au vidéo de l’Observatoire.
Coût : 270 \$

Publicités salles à louer de la Commission (Affaires et mariages) Gré à gré

Solutions Maps 360 inc.
Description : Mise à jour virtuelle pour le domaine Cataraqui.
Coût : 350 \$

Jotform
Description : Abonnement pour la gestion des soumissions des locations de salles
Coût : 69 \$

Communications numériques Gré à gré

Facebook
Description : Publicités sur les médias sociaux pour divers produits de la Commission tels notoriété et consultation en ligne promenade Samuel-De Champlain.
Coût : 81 \$

Active Campaign
Description : Envoi d’infolettres publiques et bulletins internes de la Commission.
Coût : 1 912 \$

Alerti Business
Description : Outil afin de surveiller les sites d’avis, le web et les réseaux sociaux.
Coût : 881 \$

GoDaddy
Description : Pour les noms de domaine des sites Web de la Commission et les certificats de sécurité.
Coût : 410 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

World Press service multilingue

Description : Plateforme communicative pour recevoir des documents sur le site de l’Observatoire.

Coût : 77 \$

Actions institutionnelles Gré à gré

Unik Média

Description : Production d’une vidéo dans le cadre du 25^e anniversaire de la Commission.

Coût : 3 150 \$

Alexandre Zacharie

Description : Prise de photos pour thématique d’automne.

Coût : 1 350 \$

Groupe ETR

Description : Impression du rapport annuel.

Coût : 245 \$

Cision

Description : Pour la diffusion sur le fil de presse de divers communiqués officiels et d’annonces de projet.

Coût : 505 \$

Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery Gré à gré

Jean-Philippe Labrie photographe

Description : Prise de photos – Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery.

Coût : Coût : 285 \$ (200 \$ photographe et 85 \$ communiqué de presse).

Consultation en ligne phase 3 promenade Samuel-De Champlain Gré à gré

Journal de Québec

Description : Publicité pour annoncer la consultation en ligne dans le cadre des travaux du CN de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain, suite à l’aval de l’Office des Transports (parution 30 juin 2020).

Coût : 1 000 \$

Contrats ou mandats en graphisme Gré à gré

Mathieu Plante - Design et graphisme

Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoisement, d’affichage et de documents administratifs de la Commission.

Coût : 9 020 \$

Contrats ou mandats pour révision linguistique Gré à gré

Littera (Cendrine Audet)

Description : Services de révision linguistique pour divers documents de la Commission.

Coût : 497 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 24).

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

4. PUBLICITÉ INTERNET

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.

Cette question ne semble pas pertinente à l’étude des crédits

Lorsque le contrat est conclu par l’intermédiaire d’une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Dépenses mensuelles sur les médias sociaux	Dépenses en valeur monétaire	Nom de la firme	Liste des contrats octroyés et mode d’octroi	But visé pour la dépense
Avril 2020	81 \$	Réalisée à l’interne	Aucun contrat octroyé Dépense sur Facebook et Instagram	Notoriété de la Commission

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

5. CONFÉRENCES DE PRESSE ET ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d’événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;
- d) si l’événement s’est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l’organisme

- e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d’événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;
- h) si l’événement s’est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe

- i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d’événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d’événements ventilé par type d’événement;
- o) si l’événement s’est tenu virtuellement

9 juin 2020	Communiqué de presse – Lancement du concours pour les œuvres d’art public de Guy Lafleur et Réal Cloutier. Coût : 0 \$
12 juin 2020	Communiqué de presse – Annonce de la permission des BBQ dans certains parcs de la CCNQ. Coût : 80 \$
7 juillet 2020	Communiqué de presse – Unité mixte de recherche – Université Laval. Coût : 85 \$
24 septembre 2020	Communiqué de presse – Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery et prise de photos. Coût : 285 \$ (200 \$ photographe et 85 \$ communiqué de presse). Photographe : Philippe Labrie.
16 octobre 2020	Communiqué de presse – Annonce des finalistes pour la réalisation de l’œuvre d’art public de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain. Coût : 85 \$
2 février 2021	Conférence de presse – Présentation des détails du projet de la pointe Benson à Lévis. Coût : 0 \$
15 mars 2021	Conférence de presse – Dévoilement des maquettes en hommage à Guy Lafleur et Réal Cloutier. Tenue virtuellement. Coût : 0 \$
1 ^{er} mars 2021	Communiqué de presse – Annonce des coupes d’arbres préventives dans les parcs de la CCNQ. Coûts : 85 \$
22 mars 2021	Communiqué de presse – Annonce des travaux estivaux 2021 de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain. Coût : 85 \$

6. FORMATION EN COMMUNICATION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l’organisme :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d’événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Non applicable.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s’il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Quatre formations en communication générant des dépenses ont été suivies en 2020-2021.

Montant	Organisateur	Description de l’activité	But
875 \$	RTCOMM	Relation avec les médias - porte-parole	Développement des connaissances
390 \$	La Fusée	SEO niveau 2	Développement des connaissances
315 \$	Groupe Infopresse	Concevoir une infolettre efficace	Développement des connaissances
782 \$	Flanagan	Porte-parole crédible et efficace	Développement des connaissances

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission (<https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>) en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23) <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

7. FORMATION EN COMMUNICATION – PERSONNEL POLITIQUE

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) la nature de la formation;**
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;**
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.**

Non applicable.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

8. CONTRATS OCTROYÉS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés :

Par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Veuillez référer à la question 8 des renseignements généraux.

9. APPELS D’OFFRES PUBLICS

Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d’évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : : <https://www.seao.ca/>.

DÉTAILS AUX PAGES SUIVANTES

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
1920-10-011 Construction Restauration du muret d'enceinte au parc du Bois-de-Coulonge	1) Maçonnerie Nouveau-Monde (360 450,00 \$) 2) Maçonnerie Rainville et Frères inc. (405 000,00 \$) 3) Atwill-Morin Québec inc. (442 722,45 \$) 4) Gervais Jacques inc. (445 540,00 \$) 5) Briquetel Ltée (485 896,00 \$) 6) Lévesque et Associés Construction inc. (527 650 \$) 7) Maçonnerie Murphy inc. (562 365,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Maçonnerie Nouveau-Monde inc. au montant de 360 450,00 \$.
1920-03-057 Services de nature technique Travaux arboricoles planifiés et sur demande (Lot 1 et Lot 2)	1) Les Entreprises Québécoises d'excavation Ltée LEQEL (1993) (202 342,00\$ dont 146 322,00 \$ pour le lot 1 et 56 020,00 \$ pour le lot 2)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises Québécoises d'excavation Ltée LEQEL (1993) pour le lot 2 uniquement au montant de 56 020,00 \$.
1920-10-012 Construction Réfection de la toiture de la villa au domaine Cataraqui	1) Toiture Quatre-Saisons inc. (874 200,00 \$) 2) Construction Couture Tanguay (934 247,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Toiture Quatre-Saisons inc. au montant de 874 200,00 \$.
1920-01-005 Construction Réalisation des travaux de consolidation – Nouvelles-Casernes Phase 2	1) Maçonnerie Rainville et Frères inc. (4 890 000,00 \$) 2) Maçonnerie Dynamique Ltée (4 992 111,00 \$) 3) Construction Couture et Tanguay (5 970 110,00 \$) 4) Tro-Châînes inc. (6 290 000,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Maçonnerie Rainville et Frères inc. au montant de 4 890 000,00 \$.

9. APPELS D’OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
1920-01-007 Services professionnels Services d'archéologie pour le site archéologique Cartier-Roberval et de ses abords	1) Groupe de recherches et d'études sur le Québec ancien (95 275,00 \$)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à Groupe de recherches et d'études sur le Québec ancien au montant de 95 275,00 \$.
1920-03-071 Approvisionnement Acquisition d'une déchiqueteuse à branches	1) Les Entreprises Douglas Powertech inc. (28 283,89 \$)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises Douglas Powertech inc.au montant de 28 283,89 \$.
1920-10-013 Construction Restauration du parvis de la villa du domaine Catarqui	1) Les Entreprises Proteau et Garneau inc. (51 332,00 \$) 2) Gervais Jacques inc. (48 200,00 \$) 3) Maçonnerie Dynamique Ltée (67 250,00 \$) 4) Construction Couture et Tanguay (68 170,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix n'étant pas conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises Proteau et Garneau inc. au montant de 51 332,00 \$.
2021-03-001 Services techniques Travaux d'arboriculture planifiés 2020	Aucune soumission reçue	

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2021-03-004 Services techniques Éradication des espèces nuisibles 2020-2022	Aucune soumission reçue	
2021-10-002 Construction Réfection du mur de soutènement du Domaine Cataract - Phase 1	1) Les Constructions Be-Con inc. (449 900,00 \$) 2) Cimota inc. (524 900,00 \$) 3) Dalcon inc. (554 773,00 \$) 4) Construction Deric inc. (587 661,00 \$) 5) Groupe Manexco inc. (650 574,62 \$) 6) Lixm Entrepreneur général inc. (675 000,00 \$) 7) Germain Construction inc. (729 853,26 \$) 8) ParKo inc. (784 806,00 \$) 9) Atwill-Morin (792 895,00 \$) 10) Construction MP-K inc. (796 000,00 \$) 11) Les constructions Hydrospec inc. (812 100,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Constructions Be-Con inc. au montant de 449 900,00 \$.
2021-01-002 Construction Fabrication et installation de neuf(9) éléments signalétiques en périphérie de sépultures des premiers ministres	1) 11631276 Canada inc. (Enseigne ESM) (54 715,00 \$)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à 11631276 Canada inc(Enseigne ESM) au montant négocié de 49 061,20 \$.
2021-03-006 Services techniques Déneigement du parc des Moulins et son boisé	1) Les Entreprises MRA paysagistes inc. (33 150,00 \$) 2) Verdure Royale inc. (35 247,25 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises MRA Paysagistes inc. au montant de 33 150,00 \$.

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2021-10-003 Construction Réfection partielle du plancher du comble du caveau à légumes au parc du Bois-de-Coulonge	1) Construction MP-K inc. (47 902,52 \$) 2) Construction Couture et Tanguay (48 900,00 \$) 3) Constructions Jacques Dubois et fils inc.(48 984,00 \$) 4) Construction Marc Bolduc inc. (61 000,00 \$) 5) Menuiserie D. Pouliot inc. (68 200,00 \$) 6) Dalcon inc. (103 192,00 \$) 7) Construction Bruno Blanchette (112 100,00\$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction MP-K inc. au montant de 47 902,52 \$.
2021-07-003 Construction Réalisation des travaux d'aménagement de mise en valeur du site archéologique Cartier-Roberval	1) Construction Marc Bolduc inc. (3 295 000,00 \$) 2) Les Constructions Pierre Blouin (3 345 370,74 \$) non-conforme 3) Les Constructions Be-Con inc. (3 588 450,00 \$) 4) Lévesque Construction inc. (3 747 000,00 \$) 5) Construction Citadelle inc. (3 994 676,05 \$) non-conforme 6) Construction BSL inc.(3 997 100,00 \$) non-conforme 7) Construction Deric inc. (4 761 479,00 \$) non-conforme	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Marc Bolduc inc.au montant révisé, à la suite de la vérification du bordereau, de 3 416 299,51 \$.
2021-01-008 Services professionnels Services professionnels en architecture de paysage pour le lien piétonnier de la coulée Saint-Denis	1) Option aménagement inc. (91 750 \$) 2) Lemay CO inc. 3) BC2 Groupe Conseil inc. 4) Vlan Paysages	Évaluation par un comité de sélection tenue le 6 janvier 2021. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur le prix ajusté le plus bas, le contrat est octroyé à Option aménagement inc. pour un montant de 91 750 \$.
2021-01-009 Services professionnels Services professionnels en ingénierie pour le lien piétonnier de la coulée Saint-Denis	1) Pluritec ltée (119 467 \$) 2) Groupe Alphard inc.	Évaluation par un comité de sélection tenue le 5 janvier 2021. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur la note finale la plus élevée, le contrat est octroyé à Pluritec ltée pour un montant de 119 467 \$.

9. APPELS D’OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2021-04-005 Services professionnels Services professionnels pour la refonte, l'entretien et l'hébergement des sites Web de la Commission de la capitale nationale du Québec	1) Vortex Solution inc. (40 404 \$) 2) Akufen Atelier Créatif inc. 3) CS Group inc. 4) Volcan Actif inc.	Évaluation par un comité de sélection tenu le 21 janvier 2021. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur le prix ajusté le plus bas, le contrat est octroyé à Vortex Solution inc. pour un montant de 40 404 \$.
2021-03-025 Services de nature technique Entretien des systèmes d'irrigation dans les parcs de la Commission	1) Hydralis inc. (87 629,25 \$ incluant 2 options de renouvellement, soit 29 209,75 \$/année) Terme initial : 29 909,75 \$ 1re option : 29 909,75 \$ 2e option : 29 909,75 \$	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Hydralis inc. au montant de 87 629,75 \$.
2021-10-008 Construction Réfection des systèmes de mécanique du bâtiment	1) Soucy Aquatik inc. (460 200 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Soucy Aquatik inc. au montant négocié 447 700,00 \$.
2021-03-023 Construction Contrat à exécution sur demande - Travaux d'ébénisterie pour divers bâtiments	1) Rocher Menuiserie inc. (23 940 \$ pour le terme initiale) 2) Consruction Couture & Tanguay inc. (35 900 \$ pour le terme initiale).	Aucune soumission retenue

10. CONSULTANTS EXTERNES

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d’un ministère ou d’un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**

- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**

- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l’embauche de ces consultants;**

- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**

- e) une description de son mandat;**

- f) la date de début de son contrat;**

- g) la date prévue de fin de son contrat;**

- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employé (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige La Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.

- a) le nom du projet :
 - 1) Poursuite de l'implantation d'un logiciel de gestion de projets.
 - 2) Développement d'un outil pour la gestion des requêtes citoyennes.
 - 3) Câblage réseau au siège social.
 - 4) Transferts et sécurisation du système FileMaker (migration de Filemaker 9 de la CCNQ vers Filemaker 19).
 - 5) Abonnement en continu aux licences Microsoft Office avec offre infonuagique en collaboration et bureautique pour un an.
 - 6) Migration vers Office 365
- b) la nature du projet :
 - 1) Consiste à implanter le système et développer des rapports personnalisés pour les suivis de l'organisation.
 - 2) Optimiser la gestion de diverses requêtes citoyennes.
 - 3) Mettre à niveau les connexions réseau de notre système informatique.
 - 4) Rendre plus efficace le logiciel des réservations unique à la CCNQ.
 - 5) Avoir une meilleure maintenance et gestion des systèmes informatiques incluant la téléphonie.
 - 6) Migration de la totalité des boîtes courriels d'un environnement Exchange hébergé en infonuagique.
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :

Non pertinent à l'étude des crédits.

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :
 - 1) 163 890 \$
 - 2) 10 800 \$
 - 3) 12 403 \$
 - 4) 1 760 \$
 - 5) 35 153 \$
 - 6) 9 795 \$

- e) les plus récentes évaluations du coût du projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total, et ventilés par année financière :
 - 1) 65 520 \$ en 2018-2019 et 47 252 \$ en 2019-2020 et 27 613 \$ en 2020-2021
 - 2) 0 \$ à ce jour
 - 3) 10 039 \$ en 2020-2021
 - 4) 1 760 \$ en 2020-2021
 - 5) 1 722 \$ en 2020-2021
 - 6) 9 795 \$ en 2020-2021

- g) L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :

Non pertinent à l'étude des crédits.

- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :
 - 1) 86 %
 - 2) 0 %
 - 3) 100 % complété
 - 4) 100 % complété
 - 5) 35 %
 - 6) 100 % complété

- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;

Non pertinent à l'étude des crédits.

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*;

Non applicable pour les infrastructures, mais en cours d'évaluation pour les outils de bureautique.

- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.
Aucun.

Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles.

(https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/cadre_reference/regles-relatives-planification-gestion-ressources-informationnelles.pdf).

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

12. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN INFONUAGIQUE

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employé (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige La Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

La réponse à cette question est incluse à la question 11.

13. DÉPENSES DIVERSES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transports;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - au Québec;
 - à l'extérieur du Québec.

- a) photocopie : 14 660 \$
 - b) mobilier de bureau : 3 052 \$
 - c) ameublement : 2 005 \$
 - d) décoration et embellissement : aucun.
 - e) distributeur d'eau de source
Coût : 393 \$
 - f) remboursement des frais de transport
 - g) remboursement des frais d'hébergement
 - h) remboursement des frais de repas
 - Coût : 3 310 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
 - i) remboursement des frais d'alcool et de fêtes : aucune dépense.
 - j) participation à des congrès et colloques
Coût : 52 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
- Toute session de type perfectionnement ou ressourcement
Coût : 15 469 \$ (au Québec)
Coût : Aucune dépense (à l'extérieur du Québec)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

14. TÉLÉPHONIE, ORDINATEURS PORTABLES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 ventilé par mois de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) le nombre de minutes utilisées;
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministre ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Téléphones cellulaires utilisés :

Nombre de téléphones cellulaires	27
Coût d'acquisition	143 \$
Coût d'utilisation	8 548 \$
Coût des contrats téléphoniques	8 400 \$
Nom des fournisseurs	Rogers et TELUS
Nombre de minutes utilisées	183 294

Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
-------------------------------------	---

Nombre de tablettes électroniques et d'ordinateurs portables utilisés	3 tablettes et 20 ordinateurs portables
Coût d'acquisition (tablettes et ordinateurs portables)	14 807 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25). <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

15. EFFECTIF

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :

- a) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- b) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- c) **Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- d) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- e) **Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :**

– **Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- f) **Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- g) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- h) **Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

15. EFFECTIF

- i) **Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

- j) **L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- k) **L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.**

Il n'y a pas de postes qualifiés d'experts et émérites à la Commission.

- l) **Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- m) **Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).**

Catégorie d'emploi	2020-2021
Personnel d'encadrement	4
Personnel professionnel	21
Techniciens	19
Personnel de bureau	4
Ouvriers	8
Autres (personnel des services à la clientèle)	0
TOTAL ⁽¹⁾	56

- (1) L'ensemble du personnel de la Commission travaille dans la région de la Capitale-Nationale.

- n) **Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires / Le nombre d'employés permanents et temporaires.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

15. EFFECTIF

o) Le nombre d’employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d’emploi.

Aucun poste n’a été aboli en 2020-2021.

r) L’effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Le nombre de postes vacants et le nombre d’ETC non comblés, ventilé par région.

Treize (13) postes, équivalant à 17,83 ETC, sont vacants dans l’organisation au 31 mars 2021.

16. DÉPARTS À LA RETRAITE, REMPLACEMENTS ET CONTRATS

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
Non applicable.

- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
Une personne.

17. BAUX SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE HECTOR-FABRE 525, boulevard René-Lévesque Est
Superficie du local loué :	1 254,57 m ²
Coût total de la location :	371 922 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2020 :	12 950 \$
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE MARIE-GUYART 1037, rue De La Chevrotière
Superficie du local loué :	926,27 m ²
Coût total de la location :	200 555 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2020 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

L’information fournie en réponse à l’emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l’espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>.

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

17. BAUX SQI

18. ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l’organisme en 2020-2021, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) la valeur estimée de ceux-ci;
- c) les coûts d’entretien annuel;
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Aucun.

19. PORTRAIT DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES

Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

Aucun actif excédentaire.

20. RÉNOVATIONS (DÉMÉNAGEMENT, AMÉNAGEMENT)

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

La réponse à cette question est incluse à la question 17.

21. RÉNOVATIONS – CABINET (DÉMÉNAGEMENT, AMÉNAGEMENT)

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-20201 du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Ne s'applique pas.

22. PERSONNEL DU CABINET MINISTÉRIEL

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description des tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Ne s'applique pas.

23. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d’argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) le nom de l’organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l’organisme.

Ne s’applique pas.

24. PERSONNEL HORS STRUCTURE

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2021-2022.

Aucun, puisque la Commission de la capitale nationale du Québec est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la Loi sur la fonction publique.

25. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

26. OCCASIONNELS MIS À PIED

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d’occasionnels mis à pied dont le ministère ou l’organisme a mis fin à l’emploi ou dont le contrat n’a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d’âge;
- c) prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

27. POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question est fournie en 15 q). Tous les postes sont situés dans la région de la Capitale-Nationale.

28. EFFECTIF – BUREAU RÉGIONAL

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l’effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

L’ensemble du personnel de la Commission de la capitale nationale du Québec travaille dans la région de la Capitale-Nationale. L’effectif par catégorie d’emploi est présenté à la question 15 j).

29. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ M/O AFFECTÉ AILLEURS

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l’organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l’assignation initiale;
- e) l’assignation actuelle;
- f) la date de l’assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).

Aucun.

30. ABONNEMENTS

La liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Les journaux, revues mensuelles, publications (format papier ou électronique), etc.		
Journal de Québec	89,99 \$ 25 avril 2020 au 24 avril 2021	Général (électronique)
Le Soleil	109,95 \$ 8 janvier 2021 – 8 janvier 2022	Général (électronique)
Thomson Reuters Canada – Accès à l’information loi annotée (mise à jour)	460 \$	Juridique (électronique)
Thomson Reuters Canada – Code de procédures civiles 20-21	30 \$	Juridique (électronique)
Comptables professionnels agréés du Canada – Manuel de comptabilité secteur public	116,66 \$ 31 mai 2020 – 30 mai 2021	Finance (électronique)
L’Ancêtre	Gratuit	Histoire et patrimoine
Total :	806,60 \$	

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.)
Aucun.

31. ABONNEMENTS CABINET MINISTÉRIEL

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Ne s'applique pas.

32. BILLETS DE SAISON, LOGES, CLUB PRIVÉ

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d’événements sportifs et culturels, les billets d’événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Aucune.

33. SITES INTERNET

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- k) autres coûts

2020-2021	
a) Nom du site Web	www.capitale.gouv.qc.ca www.observatoire-capitale.com
b) Nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site	Commission : Ixmédia Observatoire : Unik média
c) Coûts de construction du site	

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	<u>Ixmédia</u> Hébergement sites Commission et Observatoire (contrat 1819-04-001) : 780 \$ Excédent hébergement : 60 \$ Entretien sites Commission et Observatoire : 2 080 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	Ne s'applique pas en 2020-2021.
f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site	Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
g) Fréquence moyenne de mise à jour	En continu.
h) Responsable du contenu sur le site	Service des communications et de la promotion : - Stéphane Desmeules, coordonnateur aux communications et à la promotion - Josyca Mercier, conseillère en marketing
i) Noms de domaines réservés	domainecataqui.com domainecataqui.ca domainecataqui.org observatoirecapitale.org observatoirecapitale.com observatoirecapitale.org
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines avec GoDaddy	310 \$ pour 2 ans
k) Autres coûts	- Coûts liés au renouvellement de certificat de sécurité (SSL) avec GoDaddy : www.observatoirecapitale.com : 99,99 \$ pour 1 an - Coûts liés au renouvellement de 2 plug-ins : www.observatoirecapitale.com : 77 \$

34. NOMINATIONS NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS

Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Veuillez référer à la réponse de la question 8.

35. VISITES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES

Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Aucune.

36. ADJOINTS PARLEMENTAIRES

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :

- a) le détail des mandats;**
- b) le coût (déplacements, etc.);**
- c) le nombre de ressources affectées;**
- d) le nombre de rencontres;**
- e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
- f) l’objet;**
- g) les dates.**

Ne s’applique pas.

37. ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES, ABOLIES

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

38. ENTENTES GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET PROVINCES

La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

39. CRÉDITS PÉRIMÉS ET GEL DE CRÉDITS

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

40. REVENUS AUTONOMES ET TARIFICATION

L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent.

Le coût unitaire de chacun de ceux-ci.

La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l’année 2021-2022.

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

41. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT – PLAN DE RÉDUCTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

42. **SOMMES REÇUES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement, indiquer, de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre :

- a) les sommes reçues;
- b) la ou les dates des versements;
- c) et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun.

43. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir, pour l’année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement n’a été versée en 2020-2021.

44. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS – CABINET MINISTÉRIEL

Pour chaque cabinet ministériel, fournir, pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Ne s'applique pas.

En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

45. PRIMES DE DÉPART, ALLOCATIONS DE TRANSITION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir, pour l’année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n’a été versée en 2020-2021.

46. AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

47. SALAIRES VERSÉS SANS FONCTION OU TÂCHE ASSIGNÉE – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne, fournir la liste :

- a) des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l’organisme.

Il n’y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

48. DÉPLACÉS DE LEUR FONCTION – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne, fournir la liste :

- a) des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) des salaires versés.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, et ce, pour tous les ministères et organismes.

49. PROGRAMMES EXISTANTS – RECONDUCTION

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l’année financière 2020-2021 et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

50. PROGRAMMES EXISTANTS – INITIATIVES OU MAJORATIONS

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

51. PLAN NORD – EMPLOYÉS OU ETC

Nombre d’employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

52. PLAN NORD – BUDGET

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

53. STRATÉGIE MARITIME – EMPLOYÉS OU ETC

Nombre d’employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

54. STRATÉGIE MARITIME – BUDGET

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

55. FONDS VERT – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

56. FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

57. FONDS DU PLAN NORD – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

58. SERVICES JURIDIQUES – SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE

Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question est transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

59. INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION – DÉPENSES

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres)

a) la dépense totale (opération et capital);

Les informations sont disponibles dans la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles.

b) les grands dossiers en cours;

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

Non pertinent à l'étude des crédits.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Veuillez référer à la réponse de la question 10.

59. INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION – DÉPENSES

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

60. MASSE SALARIALE

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

61. TAUX D'ABSENTÉISME

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

62. RAPPORTS, ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ENQUÊTES

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;**
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;**
- c) les coûts reliés à sa réalisation;**
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.**

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

63. COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Association	Dépense totale
Chambre de commerce et d’industrie de Québec	403,00 \$
École nationale d’administration publique	700,00 \$
Fédération des transporteurs par autobus	157,50 \$
Office du tourisme de Québec	765,00 \$
Total	2 025,50 \$

64. RENCONTRES DIPLOMATIQUES, POLITIQUES, SOMMETS ET NÉGOCIATIONS

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

65. RENCONTRES DIPLOMATIQUES, POLITIQUES, SOMMET GOUVERNEMENTAL ET NÉGOCIATION

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquelles prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les participants;
- d) si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

66. SONDAGES

Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisé par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

Firme retenue
Votepour.ca

Coûts
21 680 \$ plus taxes

67. PUBLICITÉ – MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET INTERNET

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, indiquer :

a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;

Dans la dernière année, aucune dépense publicitaire n’a été effectuée dans les médias communautaires (0%).

b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Le pourcentage des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux (81 \$) de l’ensemble des dépenses en publicité et en articles promotionnels (19 533 \$) se situe à 0,004 %.

68. POLITIQUE JEUNESSE QUÉBEC

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

69. TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION

Au sujet du transfert d’emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

70. RECONNAISSANCE DES ACQUIS - PERSONNES IMMIGRANTES

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

71. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

La liste contrats octroyés par le ministère ou l’organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s’il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l’organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l’article 29 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l’existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l’efficacité d’un programme, d’un plan d’action ou d’un dispositif de sécurité destiné à la protection d’un bien ou d’une personne.

72. POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

73. FEMMES ET FILLES AUTOCHTONES – ENQUÊTE NATIONALE

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

74. COMMISSION DES AUTOCHTONES – SUIVI DE RECOMMANDATIONS

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d’enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

75. PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS – PLAN D’ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du plan d’action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

76. « PRÉVENIR, RÉDUIRE ET TRAITER » – PLAN D’ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du plan d’action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

77. PRÉVENTION EN SANTÉ – POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

78. « AGISSONS » CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE – PLAN D'ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

79. « ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC » – STRATÉGIE D'ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

80. MAIN-D'ŒUVRE – STRATÉGIE NATIONALE 2018-2023

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

81. MAIN-D'ŒUVRE – PLAN D'ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main-d'œuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

82. « UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES » – PLAN D’ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

83. OCCUPATION ET VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2020

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du plan d’action gouvernemental de contribution à l’occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L’information concernant le plan d’action gouvernemental de contribution à l’occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l’occupation et la vitalité des territoires.

84. ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF – PLAN D'ACTION 2020-2025

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

85. AGRICULTURE DURABLE – PLAN 2020-2030

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’agriculture durable 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec.

86. ÉCONOMIE SOCIALE – PLAN D'ACTION 2020-2025

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

87. CROISSANCE TECHNOLOGIES PROPRES – PLAN D'ACTION 2018-2023

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

88. « OSER ENTREPRENDRE » – PLAN D’ACTION EN ENTREPRENEURIAT 2017-2022

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

89. RECHERCHE ET INNOVATION – STRATÉGIE QUÉBÉCOISE 2017-2022

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l’innovation 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

90. SCIENCES DE LA VIE – STRATÉGIE QUÉBÉCOISE 2017-2027

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

91. AÉROSPATIALE – STRATÉGIE QUÉBÉCOISE 2016-2026

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l’aérospatiale 2016-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

92. ÉCONOMIE NUMÉRIQUE – PLAN D’ACTION 2016-2021

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action en économie numérique 2016-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

93. STRATÉGIE MARITIME 2015-2030

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

94. ALUMINIUM – STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT 2015-2025

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l’aluminium 2015-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

95. PRODUITS FORESTIERS – STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE 2018-2023

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

96. POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC – PLAN D’ACTION 2018-2020

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

97. ÉCONOMIE VERTE – PLAN 2020-2030

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

98. DÉVELOPPEMENT DURABLE – STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE 2015-2020

Somme dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

99. STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'EAU 2018-2030

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

100. ÉNERGIE – PLAN DIRECTEUR EN TRANSITION, INNOVATION ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DU QUÉBEC

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

101. CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

102. ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 en application de l’analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

103. TRANSPORTS – ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de l’électrification des transports.

Cette question est non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

104. RÉTENTION DES TRAVAILLEURS D'EXPÉRIENCE

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

105. COVID-19 – MESURES DE TÉLÉTRAVAIL

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l’organisme :

- a) nombre d’employés au total en ayant bénéficié;**

- b) nombre d’employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;**

- c) proportion de l’effectif total du ministère ou de l’organisme en ayant bénéficié.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

106. COVID-19 – PRIMES

Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

107. COVID-19 – MISES À PIEDS ET NON-RENOUVELLEMENT DE CONTRATS

Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l’organisme, en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

108. COVID-19 – TÉLÉTRAVAIL COÛT MATÉRIEL

Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de l’acquisition de matériel pour fins de télétravail (tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d’internet, etc.)

Voir la réponse à la question 8.

109. COVID-19 – SÉCURITÉ INFORMATIQUE

Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Veillez référer à la réponse de la question 8.

110. COVID 19 – VIDÉO-CONFÉRENCE

Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 pour l’acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) liste des contrats;
- b) nom du fournisseur;
- c) montant déboursé.

Veillez référer à la réponse de la question 8.

111. COVID-19 – REMBOURSEMENT MATÉRIEL TÉLÉTRAVAIL

Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l’achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucune somme n’a été dépensée.

112. COVID-19 – EMPLOYÉS ABSENTS

Nombre d’employés ayant été absents du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l’organisme en 2020-2021 ainsi que l’estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

113. COVID-19 – SOUTIEN EMPLOYÉS SANTÉ MENTALE

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l’organisme en 2020-2021 :

- a) les sommes dépensées;
- b) le nombre de demandes au Programme d’aide aux employés (PAE);
- c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Montant	Raison	Commentaires
192,50 \$	Mesure d’aide aux employés	Remboursement d’un pourcentage des frais de psychologue pour un employé
300,00 \$	Mesure d’aide aux employés	Remboursement d’un pourcentage des frais de psychologue pour un employé

À noter que nous n’avons pas de PAE au sein de la Commission de la capitale nationale du Québec.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

114. COVID-19 – MATÉRIEL DE PROTECTION INDIVIDUEL

Concernant l’achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 :

- a) total des dépenses réalisées;**
- b) type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);**
- c) liste des fournisseurs retenus;**
- d) coûts d’installation;**
- e) liste des contrats accordés et montants déboursés;**
- f) si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.**

SIÈGE SOCIAL : 2 429,96 \$

- Gel désinfectant à main et papier à main brun : Produit Eugène Allard : 651,26 \$
- Produits sanitaires (désinfectants à main, désinfectants pour surface, pompes distributrices, papiers à mains, gants de nitriles sans latex, visières de protection : Sécurité Landry : 605,45 \$
- Ruban rouge pour marquer le sol dans les corridors : Novexco : 51,92 \$
- Écran de protection (1 x plexiglass) pour la réception : Polyalto : 320 \$
- Écran de protection (5 x plexiglass) pour bureaux : Polyalto : 801,33 \$

PARCS ET ESPACES VERTS : 1 002,39 \$

- Attache pour pancarte : Quincaillerie Corriveau : 18,67 \$
- Ruban rouge pour marquer le sol dans les corridors : Novexco : 51,92 \$
- Couvre-tout, gants en nitrile, désinfectant anti-septique Purell, lunettes Adaptec, masques de procédures chirurgicales : Industries Lam-É inc : 295 \$
- Visières-protectrice claires en copolyester : Industries Lam-É inc. : 455,60 \$
- Papier à main : Service d’entretien René Plante (chez Produits Eugène Allard) : 181,20 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/).

115. COVID-19 – ENTRETIEN MÉNAGER ET DÉSINFECTION DES LOCAUX

Concernant l’entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l’organisme en 2020-2021, fournir :

- a) le total des sommes dépensées;**
- b) le nom des fournisseurs retenus;**
- c) la liste des contrats.**

La Société québécoise des infrastructures est responsable du contrat d’entretien ménager et désinfection des locaux.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

116. COVID-19 – AVIS DNSP ET INSPQ

Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l’organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l’Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

117. COVID-19 – COÛT MESURES CNESST

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l’organisme ainsi qu’une liste des recommandations effectuées.

Aucune visite de la CNESST dans les locaux de la Commission de la capitale nationale du Québec n’a eu lieu.

118. COVID-19 – PLAINTES DU PUBLIC

Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID19.

(Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

119. COVID-19 – CONSIGNES CABINETS MINISTÉRIELS

Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

3

**Réponses aux demandes de
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
sur les crédits 2020-2021**

*Programme 7 — Promotion et développement de la Capitale-Nationale
Élément 2 — Commission de la capitale nationale du Québec*

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

Liste des questions

1.	Postes ouverts et postes comblés
2.	Rémunération des stages
3.	Véhicules
4.	PACC 2020 – Actions 2019-2020
5.	Représentants autochtones - Rencontres
6.	Analyses différenciées selon les sexes

1. POSTES OUVERTS ET POSTES COMBLÉS

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ;
et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d’emploi présente au sein
du ministère.

Se référer à la réponse de la question 15m des questions générales.

2. RÉMUNÉRATION DES STAGES

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :

a) nombre de stagiaires reçus;

Nombre de stagiaires rémunérés reçus en 2020-2021 : 2

b) heures de stages effectués;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

c) rémunération totale déboursée.

Rémunération totale déboursée en 2020-2021 : 8 791,09 \$

3. VÉHICULES

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) le nombre total de véhicules
- b) le type de véhicules
- c) le nombre de véhicules hybrides
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables
- e) le nombre de véhicules électriques

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

3. VÉHICULES

Renseignements GÉNÉRAUX — DEUXIÈME groupe d'opposition

4. **PACC 2020 – ACTIONS 2019-2020**

Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l’organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) les sommes dépensées pour chaque action;**
- b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

5. REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES – RENCONTRES

Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l’objet de la rencontre.

Cette question ne semble pas pertinente à l’étude des crédits.

6. ANALYSES DIFFÉRENCIÉES SELON LES SEXES

Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

4

**Réponses aux demandes de
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
sur les crédits 2020-2021**

*Programme 7 — Promotion et développement de la Capitale-Nationale
Élément 2 — Commission de la capitale nationale du Québec*

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des questions

1.	Voyages hors Québec
2.	Voyages en avion ou hélicoptère
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites
4.	Conférences de presse et événements médiatiques
5.	Formation en communication
6.	Formation en communication – Personnel politique
7.	Contrats octroyés
8.	Contrats autorisés – Article 17 Loi sur les contrats des organismes publics
9.	Contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 Loi sur la santé publique
10.	Appels d'offres publics
11.	Contrats octroyés par un cabinet ministériel
12.	Ressources internes non employées du gouvernement
13.	Projet de développement informatique de plus de 100 000 \$
14.	Dépenses diverses
15.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
16.	Effectif
17.	Départs à la retraite, remplacements et contrats

18.	Baux SQI
19.	Déménagement – Coûts
20.	Personnel du cabinet ministériel
21.	Budget discrétionnaire
22.	Personnel hors structure
23.	Personnel en disponibilité
24.	Occasionnels mis à pied
25.	Postes abolis par bureau régional
26.	Effectif par bureau régional
27.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
28.	Abonnements
29.	Billets de saison, loges, club privé
30.	Sites Internet
31.	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs
32.	Dépenses effectuées par ministère
33.	Demandes d'accès à l'information
34.	Adjoint parlementaires

35.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
36.	Ententes gouvernement fédéral et provinces
37.	Crédits périmés
38.	Revenus autonomes et tarification
39.	Dépenses de fonctionnement – Plan de réduction
40.	Sommes reçues du gouvernement fédéral
41.	Primes au rendement et bonis
42.	Primes de départ, allocations de transition
43.	Augmentations de salaire
44.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée – Cadres et dirigeants
45.	Déplacés de leur fonction – Cadres et dirigeants
46.	Comités formés par le conseil exécutif et les MO
47.	Ententes de confidentialité
48.	Programmes existants – Reconduction
49.	Programmes existants – Initiatives ou majorations
50.	Plan Nord – Employés ou ETC
51.	Plan Nord – Budget
52.	Stratégie maritime – Employés ou ETC
53.	Stratégie maritime – Budget
54.	Fonds vert – Programmes financés
55.	Fonds des ressources naturelles – Programmes financés
56.	Fonds du Plan Nord – Programmes financés
57.	Services juridiques – Sommes allouées à l'externe
58.	Actes répréhensibles – Divulgations

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste; frais de déplacement, de repas, autres frais, etc.);
- e) le nom des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

Aucun voyage hors Québec en 2020-2021.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Renseignements GÉNÉRAUX — TROISIÈME groupe d'opposition

2. VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

2. VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

Renseignements GÉNÉRAUX — TROISIÈME groupe d'opposition

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;

Publicités pour l’Observatoire de la Capitale Gré à gré

Office du tourisme de Québec (OTQ)
Description : Publicités et rédactionnels dans le guide touristique annuel, bannière et publicité (hiver et printemps) sur le site Web de l’OTQ.
Coût : 1 675 \$

Unik Média-9231-9771 Québec inc.
Description : Modifications au vidéo de l’Observatoire.
Coût : 270 \$

Publicités salles à louer de la Commission (Affaires et mariages) Gré à gré

Solutions Maps 360 inc.
Description : Mise à jour virtuelle pour le domaine Cataraqui.
Coût : 350 \$

Jotform
Description : Abonnement pour la gestion des soumissions des locations de salles
Coût : 69 \$

Communications numériques Gré à gré

Facebook
Description : Publicités sur les médias sociaux pour divers produits de la Commission tels notoriété et consultation en ligne promenade Samuel-De Champlain.
Coût : 81 \$

Active Campaign
Description : Envoi d’infolettres publiques et bulletins internes de la Commission.
Coût : 1 912 \$

Alerti Business
Description : Outil afin de surveiller les sites d’avis, le web et les réseaux sociaux.
Coût : 881 \$

GoDaddy
Description : Pour les noms de domaine des sites Web de la Commission et les certificats de sécurité.
Coût : 410 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

World Press service multilingue

Description : Plateforme communicative pour recevoir des documents sur le site de l’Observatoire.

Coût : 77 \$

Actions institutionnelles **Gré à gré**

Unik Média

Description : Production d’une vidéo dans le cadre du 25^e anniversaire de la Commission.

Coût : 3 150 \$

Alexandre Zacharie

Description : Prise de photos pour thématique d’automne.

Coût : 1 350 \$

Groupe ETR

Description : Impression du rapport annuel.

Coût : 245 \$

Cision

Description : Pour la diffusion sur le fil de presse de divers communiqués officiels et d’annonces de projet.

Coût : 505 \$

Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery **Gré à gré**

Jean-Philippe Labrie photographe

Description : Prise de photos - Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery.

Coût : 200 \$

Consultation en ligne phase 3 promenade Samuel-De Champlain **Gré à gré**

Journal de Québec

Description : Publicité pour annoncer la consultation en ligne dans le cadre des travaux du CN de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain, suite à l’aval de l’Office des Transports (parution 30 juin 2020).

Coût : 1 000 \$

Contrats ou mandats en graphisme **Gré à gré**

Mathieu Plante - Design et graphisme

Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoisement, d’affichage et de documents administratifs de la Commission.

Coût : 9 020 \$

Contrats ou mandats pour révision linguistique **Gré à gré**

Littera (Cendrine Audet)

Description : Services de révision linguistique pour divers documents de la Commission.

Coût : 497 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4, paragraphe 24**).

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Renseignements GÉNÉRAUX — TROISIÈME groupe d’opposition

4. CONFÉRENCES DE PRESSE ET ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse d’événements médiatiques ou l’organisation d’événements :

Par le ministère ou l’organisme :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d’événement;
- b) le but de chaque dépense;
- c) le nombre total d’événements, ventilé par type d’événement.

Par une firme externe :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d’événement;
- b) le nom de la ou des firmes de publicité;
- c) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie, de vidéo, etc.;
- e) le but de chaque dépense;
- f) le nombre total d’événements, ventilé par type d’événement.

9 juin 2020	Communiqué de presse – Lancement du concours pour les œuvres d’art public de Guy Lafleur et Réal Cloutier Coût : 0 \$
12 juin 2020	Communiqué de presse – Annonce de la permission des BBQ dans certains parcs de la CCNQ Coût : 80 \$
7 juillet 2020	Communiqué de presse – Unité mixte de recherche – Université Laval Coût : 85 \$
24 septembre 2020	Communiqué de presse et prise de photo – Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery Coût : 285 \$
16 octobre 2020	Communiqué de presse – Annonce des finalistes pour la réalisation de l’œuvre d’art public de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain Coût : 85 \$
2 février 2021	Conférence de presse – Présentation des détails du projet de la pointe Benson à Lévis. Coût : 0 \$
15 mars 2021	Conférence de presse – Dévoilement des maquettes en hommage à Guy Lafleur et Réal Cloutier – Tenue virtuellement Coût : 0 \$
1 ^{er} mars 2021	Communiqué de presse – Annonce des coupes d’arbres préventives dans les parcs de la CCNQ Coût : 85 \$
22 mars 2021	Communiqué de presse – Annonce des travaux estivaux 2021 de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain Coût : 85 \$

5. FORMATION EN COMMUNICATION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- b) le but de chaque dépense.

Non applicable.

Organisée par une firme externe :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- b) le nom de la ou des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs ou des consultants;
- e) le but de chaque dépense.

Quatre formations en communication générant des dépenses ont été suivies en 2020-2021.

MONTANT	ORGANISATEUR	DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ	BUT
875 \$	RTCOMM	Relation avec les médias - porte-parole	Développement des connaissances
390 \$	La Fusée	SEO niveau 2	Développement des connaissances
315 \$	Groupe Infopresse	Concevoir une infolettre efficace	Développement des connaissances
750 \$	Flanagan	Porte-parole crédible et efficace	Développement des connaissances

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission (<https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>) en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4, paragraphes 22 et 23**) <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

6. FORMATION EN COMMUNICATION – PERSONNEL POLITIQUE

La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l’organisme pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l’exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- b) le but de chaque dépense.

Non applicable.

7. CONTRATS OCTROYÉS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés :

- Par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :
 - a) le nom du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l’échéancier;
 - e) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

- Par le ou les cabinets ministériels en 2020-2021, en indiquant :
 - f) le nom du professionnel ou de la firme;
 - g) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - h) le coût;
 - i) l’échéancier;
 - j) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indique.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

DÉTAILS AUX PAGES SUIVANTES

7. CONTRATS OCTROYÉS

APPELS D’OFFRES SUR INVITATION

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
BF-Tech inc.	Inspection et entretien des bornes d’incendie dans trois parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec.	19 405,80 \$
Gestion Vert-Sol-Eau	Entretien des bassins d'eau au parc du Bois-de-Coulonge, domaine Cataraqui et promenade Samuel-De Champlain.	21 270,00 \$
H2Pro	Entretien de la fontaine au parc de la Francophonie.	17 460,00 \$
IN Imagerie Numérique inc	Impression, livraison, réparation, installation et démontage des oriflammes à la promenade Samuel-De Champlain et au domaine Cataraqui.	24 319,90 \$
ITI inc.	Achat ordinateurs, portables, écrans, webcams.	16 320,00 \$
La jardinerie Fernand Fortier Inc	Fourniture et livraison des plantes annuelles pour le parc du Bois-de-Coulonge, le domaine Cataraqui et le parc des Moulins.	12 606,00 \$
Marie-Claude Bourque	Entretien du potager au domaine Cataraqui.	24 300,00 \$
Matériaux paysagers Savaria Ltée	Achat et livraison de substrats pour les parcs et espaces verts de la Commission de la capitale nationale du Québec.	11 147,25 \$
Pépinière Aiglon inc.	Achat et livraison de vivaces et d’arbustes pour la promenade Samuel-De Champlain.	14 039,30 \$
Serrurier Rive-Sud inc.	Travaux de serrurerie sur les installations de la Commission de la capitale nationale du Québec.	19 470,00 \$
Truelle et Cie inc.	Services professionnels en archéologie pour l'ensemble des propriétés de la Commission de la capitale nationale du Québec.	23 530,00 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Abattage Larivée inc.	Travaux d'arboriculture planifiés 2020.	45 000,00 \$
Abris Auto Experts inc.	Installation et démantèlement d'abris d'hiver dans les parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec.	6 300,00 \$
Alarme et Sécurité Dynamique	Entretien et réparation des systèmes de surveillance des bâtiments de la Commission de la capitale nationale du Québec.	2 264,06 \$
Alima-Tech inc.	Contrat à exécution sur demande – Services d'inspection et d'entretien des équipements de cuisine commerciale réfrigérés dans les bâtiments de la Commission de la capitale nationale du Québec.	13 144,00 \$
Atlantis Pompe	Entretien des systèmes de pompes d'arrosage dans les parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec.	8 505,00 \$
AVRH inc.	Services professionnels – Mise en place d'un programme de maintien de l'équité salariale, l'évaluation des emplois et la structure salariale.	13 000,00 \$
Bouthillette Parizeau inc	Services professionnels en ingénierie – Quai des Flots à la promenade Samuel-De Champlain.	9 875,00 \$
Canac-Marquis Grenier ltée	Achat et livraison d'articles de quincaillerie.	3 143,70 \$
Canac-Marquis Grenier ltée	Fourniture et livraison d'équipement de jardinage et de quincaillerie pour le parc du Bois-de-Coulonge et le parc des Moulins.	5 427,86 \$
Carrières Québec inc.	Achat et livraison de matériaux inertes.	5 473,50 \$
Centre de services partagés du Québec	Câblage réseau du siège social de la Commission de la capitale nationale du Québec.	12 403,05 \$
CHUBB Edwards	Vérification et entretien des systèmes d'alarme incendie, de gicleurs et d'antirefoulement au domaine Cataraqui, au parc des Moulins et au parc du Bois-de-Coulonge.	35 283,00 \$
Claris Internationale inc	Fourniture et livraison de licences FileMaker.	1 300,00 \$
Compugen inc.	Achat de licences Adobe Creative Cloud.	2 587,70 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Cogep inc.	Mise à jour et hébergement du logiciel de gestion de l’inventaire.	16 500,00 \$
Côté Fleury inc.	Inspection et entretien des systèmes d’alarme intrusion dans les installations de la Commission de la capitale nationale du Québec.	14 722,00 \$
Côté, Taschereau, Samson, Demers	Demande de services juridiques d’accompagnement ou de réalisation de dossiers en droit immobilier.	15 000,00 \$
Critérium Design inc.	Modification et actualisation des panneaux de l’exposition « Parcours Horizon » de l’Observatoire de la Capitale – Phase 2.	2 420,00 \$
Critérium Design inc.	Modifications et actualisation des panneaux de l’exposition « Parcours Horizon » de l’Observatoire de la Capitale.	3 490,00 \$
De Rico, Hurtubise & Associés Inc.	Évaluation de la valeur marchande de propriétés de la Commission de la capitale nationale du Québec.	6 500,00 \$
Delort & Brochu, architectes, s.e.n.c.r.l	Services professionnels en architecture – Expertise sur l’état des fondations à la maison Brassard au parc des Moulins.	12 200,00 \$
Douglas Consultants inc	Renforcement des structures de la serre horticole, la serre viticole et la chaufferie au domaine Cataraqi.	16 000,00 \$
Drapeaux et bannières l’Étendard inc	Impression et livraison de bannières .	6 303,00 \$
Edilexpert	Licence Edilexpert 3 ans.	18 545,42 \$
Englobe Corp.	Contrôle qualitatif des matériaux et caractérisation environnementale pour le projet de réfection du mur du domaine Cataraqi.	7 114,16 \$
Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l	Demande de services juridiques – Quai des Flots à la promenade Samuel-De Champlain.	20 000,00 \$
Folia Design inc.	Service d'entretien des plantes intérieures et végétaux entreposés au domaine Cataraqi et au parc du Bois-de-Coulonge.	9 864,00 \$
François Ménard, inc.	Services professionnels – Quai des Flots à la promenade Samuel-De-Champlain.	10 910,00 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Géolocalisation SPRCP inc. (Pagé-Leclair, société d’arpenteurs-géomètres)	Services professionnels – Services d’arpenteur-géomètre pour le lotissement du lot 2 074 932.	1 984,11 \$
Gérard Bourbeau & fils inc.	Fourniture et livraison d’équipement de jardinage pour l’entretien des parcs et espaces verts de la Commission de la capitale nationale du Québec.	3 839,16 \$
Gorgia Volpe	Production de maquette pour l’intégration des arts à l’architecture de la Phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.	10 000,00 \$
Groupe Geniarp inc.	Mandat d’arpentage pour la réalisation d’un plan topographique dans le cadre du projet d’escalier de la coulée Saint-Denis	3 900,00 \$
Groupe Qualinet inc.	Travaux d’assèchement de la salle mécanique du Quai des Flots, surveillance et sécurité des lieux.	4 450,00 \$
Hydralis inc	Entretien et installation des systèmes d’irrigation des parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec.	14 884,00 \$
In Imagerie Numérique inc.	Achat et livraison de panneaux d’affichage graphique sur glissière de chantier et filets de clôtures.	5 904,85 \$
Informatique Pro-Contact inc.	Acquisition des licences Microsoft Office 365 – Offres infonuagiques de collaboration et bureautique.	35 153,40 \$
ITI inc.	Services professionnels en technologie de l’information – Migration vers Office 365.	9 795,00 \$
J.C Drolet Inc.	Travaux d’excavation préparatoire devant le centre d’interprétation au parc du Bois-de-Coulonge.	4 190,00 \$
J.C. Drolet inc.	Excavation exploratoire le long de la fondation de l’atelier du Jardinier au domaine Cataraqui.	2 840,00 \$
Jocelyne Alloucherie	Production de maquette pour l’intégration des arts à l’architecture de la Phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.	10 000,00 \$
Keroul	Évaluation et certification de nos différents sites par l’organisme Kéroul.	1 440,00 \$
Klaus Scherübel	Production de maquette pour l’intégration des arts à l’architecture de la Phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.	10 000,00 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d’opposition

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
KSA Avocats S.E.N.C.L.	Services juridiques d'accompagnement et réalisation de dossiers en droit immobilier.	15 000,00 \$
L'Atelier du bronze inc.	Fabrication et installation de plaque du mémorial de la guerre de Sept Ans.	2 860,00 \$
L'Étendard inc	Réparation du « Revolving cap » sur le mât du parc du Bois-de-Coulonge.	4 360,00 \$
Laboratoire canalisations souterraine (LCS) inc.	Inspection par caméra d'un drain de fondation et de conduites pluviales de l'atelier du Jardinier au domaine Cataraqui.	1 313,00 \$
Laboratoire canalisations souterraine (LCS) inc.	Services professionnels ingénierie – Services de laboratoire pour le contrôle de la qualité des sols et des matériaux pour le projet Cartier-Roberval.	14 977,12 \$
Laroche Mécanique du bâtiment inc.	Inspection, entretien et réparation des dispositifs antirefoulement.	6 090,00 \$
Les Contrôles A.C. inc.	Diverses réparations du système de chauffage du Domaine Cataraqui.	38 222,80 \$
Les Entreprises J. P. Montminy et fils inc	Aménagement d'un sentier d'accès temporaire au site archéologique Cartier-Roberval.	3 500,00 \$
Les Jardins Michel Corbeil inc.	Achat et livraison de vivaces pour les parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec – Saison 2021.	3 210,00 \$
Les mains vertes du paysage inc	Travaux d'aménagement paysager pour la restauration de l'oeuvre Las Alas de Mexico.	17 522,44 \$
LGT inc	Préparation d'un rapport sur l'état des équipements de la salle mécanique au Quai des Flots à la promenade Samuel-De Champlain.	11 500,00 \$
Littera	Révision linguistique pour 2020-2021.	3 097,50 \$
Marilou Lemmens et Richard Ibghy	Production de maquette pour l'intégration des arts à l'architecture de la Phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.	10 000,00 \$
Matériaux Charlesboourg inc.	Fourniture et livraison d'articles de quincaillerie pour le parc des Moulins et le domaine Cataraqui.	2 192,30 \$
Matériaux paysagers Savaria ltée	Fourniture et livraison de CU-SOL au site archéologique Cartier-Roberval.	7 898,10 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Mathieu Lévesque	Production de maquette pour l'intégration des arts à l'architecture de la Phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.	10 000,00 \$
Mathieu Plante, designer graphique	Service de graphisme pour l'année 2020-2021.	8 300,00 \$
Médiosolution (2009) inc.	Contrat d'entretien et support applicatif pour VIRTUO du 1 ^{er} avril 2021 au 31 mars 2022.	2 192,00 \$
Monette Express (Québec)	Services de déménagement pour l'année 2020-2021.	7 500,00 \$
Musée nationale des beaux-arts du Québec (MNBAQ)	Location des œuvres d'art au domaine Cataraqui avec le MNBAQ (renouvellement).	11 660,00 \$
Pelletier Déco Surfaces	Réfection des planchers de bois au rez-de-chaussée du domaine Cataraqui.	8 560,00 \$
Premier Jet inc.	Réparation de trois éléments signalétiques (Taschereau, Flynn et Marchand) au cimetière Notre-Dame-de-Belmont à Québec.	1 900,00 \$
ReboisementLes Cents Frontières inc.	Plantation et fournitures d'arbres et d'arbustes dans le verger du parc du Bois-de-Coulonge.	6 157,00 \$
Robert Innes	Transfert et sécurisation du système Filemaker de la Commission de la capitale nationale du Québec.	1 760,00 \$
Saint-Gelais Montminy & Associés Architectes inc.	Services professionnels en architecture pour la toiture de la grange au parc du Bois-de-Coulonge.	4 000,00 \$
Société de la Rivière Saint-Charles	Damage du sentier au parc des Moulins.	8 045,00 \$
Solid Caddgroup inc.	Renouvellement de Licence Autocad.	3 540,00 \$
Solution M3	Achat et livraison de quatre (4) fauteuils pour l'Observatoire.	2 005,00 \$
Techni-Arp inc	Services professionnels d'un arpenteur-géomètre pour réaliser les plans et les relevés d'arpentage du projet de mise en valeur du site archéologique Cartier-Roberval.	8 000,00 \$
Technorm inc.	Analyse technique des escaliers 6, 7 et 8 au sentier des Grèves.	5 250,00 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Tetra Tech QI inc.	Services professionnels en génie civil – Travaux de drainage du Centre d’interprétation au Bois-de-Coulonge.	14 500,00 \$
Therrien Couture Joli-Coeur SENCRL	Accompagnement juridique dans le cadre de l’empiétement du lot 4 827 945 sur la propriété de la Commission de la capitale nationale du Québec.	3 962,50 \$
Traduction Sematos	Traduction du français à l’anglais pour la Commission de la capitale nationale du Québec.	1 265,00 \$
Unik Média	Production d’une vidéo dans le cadre du 25 ^e anniversaire de la Commission de la capitale nationale du Québec.	3 150,00 \$
Van Noort Bulb Co Ltd	Fourniture et livraison de bulbes pour la saison 2020.	5 027,45 \$
Vitrerie Québec enr.	Remplacement de vitres dans certains bâtiments de la Commission de la capitale nationale du Québec.	12 720,00 \$
WSP Canada	Expertise structurale sur l’état de la maçonnerie des fortifications du parc Cavalier-du-Moulin.	14 884,20 \$

8. CONTRATS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE – ARTICLE 17 DE LA *LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS*

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Aucun.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

9. CONTRATS ACCORDÉS EN VERTU DES ARTICLES 118 ET 123 DE LA *LOI SUR LA SANTÉ PUBLIQUE*

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la *Loi sur la santé publique*, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'état de prestation des services;
- e) l'échéancier.

Aucun.

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- c) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : : <https://www.seao.ca/>.

VOIR LISTE AUX PAGES SUIVANTES

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Renseignements GÉNÉRAUX — TROISIÈME groupe d'opposition

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
1920-10-011 Construction Restauration du muret d'enceinte au parc du Bois-de-Coulonge	1) Maçonnerie Nouveau-Monde (360 450,00 \$) 2) Maçonnerie Rainville et Frères inc. (405 000,00 \$) 3) Atwill-Morin Québec inc. (442 722,45 \$) 4) Gervais Jacques inc. (445 540,00 \$) 5) Briquetel Ltée (485 896,00 \$) 6) Lévesque et Associés Construction inc. (527 650 \$) 7) Maçonnerie Murphy inc. (562 365,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Maçonnerie Nouveau-Monde inc. au montant de 360 450,00 \$.
1920-03-057 Services de nature technique Travaux arboricoles planifiés et sur demande (Lots 1 et 2)	1) Les Entreprises Québécoises d'excavation Ltée LEQEL (1993) (202 342,00 \$ dont 146 322,00 \$ pour le lot 1 et 56 020,00 \$ pour le lot 2)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises Québécoises d'excavation Ltée LEQEL (1993) pour le lot 2 uniquement au montant de 56 020,00 \$.
1920-10-012 Construction Réfection de la toiture de la villa au domaine Cataraqui	1) Toiture Quatre-Saisons inc. (874 200,00 \$) 2) Construction Couture Tanguay (934 247,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Toiture Quatre-Saisons inc. au montant de 874 200,00 \$.
1920-01-005 Construction Réalisation des travaux de consolidation – Nouvelles-Casernes Phase 2	1) Maçonnerie Rainville et Frères inc. (4 890 000,00 \$) 2) Maçonnerie Dynamique Ltée (4 992 111,00 \$) 3) Construction Couture et Tanguay (5 970 110,00 \$) 4) Tro-Chânes inc. (6 290 000,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Maçonnerie Rainville et Frères inc. au montant de 4 890 000,00 \$.

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
1920-01-007 Services professionnels Services d'archéologie pour le site archéologique Cartier-Roberval et de ses abords	1) Groupe de recherches et d'études sur le Québec ancien (95 275,00 \$)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à Groupe de recherches et d'études sur le Québec ancien au montant de 95 275,00 \$.
1920-03-071 Approvisionnement Acquisition d'une déchiqueteuse à branches	1) Les Entreprises Douglas Powertech inc. (28 283,89 \$)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises Douglas Powertech inc.au montant de 28 283,89 \$.
1920-10-013 Construction Restauration du parvis de la villa du domaine Cataraqui	1) Les Entreprises Proteau et Garneau inc. (51 332,00 \$) 2) Gervais Jacques inc. (48 200,00 \$) 3) Maçonnerie Dynamique Ltée (67 250,00 \$) 4) Construction Couture et Tanguay (68 170,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix n'étant pas conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises Proteau et Garneau inc. au montant de 51 332,00 \$.
2021-03-001 Services techniques Travaux d'arboriculture planifiés 2020	Aucune soumission reçue	

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2021-03-004 Services techniques Éradication des espèces nuisibles 2020-2022	Aucune soumission reçue	
2021-10-002 Construction Réfection du mur de soutènement du Domaine Cataraqui - Phase 1	1) Les Constructions Be-Con inc. (449 900,00 \$) 2) Cimota inc. (524 900,00 \$) 3) Dalcon inc. (554 773,00 \$) 4) Construction Deric inc. (587 661,00 \$) 5) Groupe Manexco inc. (650 574,62 \$) 6) Lixm Entrepreneur général inc. (675 000,00 \$) 7) Germain Construction inc. (729 853,26 \$) 8) ParKo inc. (784 806,00 \$) 9) Atwill-Morin (792 895,00 \$) 10) Construction MP-K inc. (796 000,00 \$) 11) Les constructions Hydrospec inc. (812 100,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Constructions Be-Con inc. au montant de 449 900,00 \$.
2021-01-002 Construction Fabrication et installation de neuf (9) éléments signalétiques en périphérie de sépultures des premiers ministres	1) 11631276 Canada inc. (Enseigne ESM) (54 715,00 \$)	Le soumissionnaire unique étant conforme, le contrat est octroyé à 11631276 Canada inc(Enseigne ESM) au montant négocié de 49 061,20 \$.
2021-03-006 Services techniques Déneigement du parc des Moulins et son boisé	1) Les Entreprises MRA paysagistes inc. (33 150,00 \$) 2) Verdure Royale inc. (35 247,25 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises MRA Paysagistes inc. au montant de 33 150,00 \$.

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2021-10-003 Construction Réfection partielle du plancher du comble du caveau à légumes au parc du Bois-de-Coulonge	1) Construction MP-K inc. (47 902,52 \$) 2) Construction Couture et Tanguay (48 900,00 \$) 3) Constructions Jacques Dubois et fils inc.(48 984,00 \$) 4) Construction Marc Bolduc inc. (61 000,00 \$) 5) Menuiserie D. Pouliot inc. (68 200,00 \$) 6) Dalcon inc. (103 192,00 \$) 7) Construction Bruno Blanchette (112 100,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction MP-K inc. au montant de 47 902,52 \$.
2021-07-003 Construction Réalisation des travaux d'aménagement de mise en valeur du site archéologique Cartier-Roberval	1) Construction Marc Bolduc inc. (3 295 000,00 \$) 2) Les Constructions Pierre Blouin (3 345 370,74 \$) non-conforme 3) Les Constructions Be-Con inc. (3 588 450,00 \$) 4) Lévesque Construction inc. (3 747 000,00 \$) 5) Construction Citadelle inc. (3 994 676,05 \$) non-conforme 6) Construction BSL inc. (3 997 100,00 \$) non-conforme 7) Construction Deric inc. (4 761 479,00 \$) non-conforme	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Marc Bolduc inc.au montant révisé, à la suite de la vérification du bordereau, de 3 416 299,51 \$.
2021-01-008 Services professionnels Services professionnels en architecture de paysage pour le lien piétonnier de la coulée Saint-Denis	1) Option aménagement inc. (91 750 \$) 2) Lemay CO inc. 3) BC2 Groupe Conseil inc. 4) Vlan Paysages	Évaluation par un comité de sélection tenue le 6 janvier 2021. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur le prix ajusté le plus bas, le contrat est octroyé à Option aménagement inc. pour un montant de 91 750 \$.
2021-01-009 Services professionnels Services professionnels en ingénierie pour le lien piétonnier de la coulée Saint-Denis	1) Pluritec ltée (119 467 \$) 2) Groupe Alphard inc.	Évaluation par un comité de sélection tenue le 5 janvier 2021. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur la note finale la plus élevée, le contrat est octroyé à Pluritec ltée pour un montant de 119 467 \$.

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2021-04-005 Services professionnels Services professionnels pour la refonte, l'entretien et l'hébergement des sites Web de la Commission de la capitale nationale du Québec	1) Vortex Solution inc. (40 404 \$) 2) Akufen Atelier Créatif inc. 3) CS Group inc. 4) Volcan Actif inc.	Évaluation par un comité de sélection tenu le 21 janvier 2021. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur le prix ajusté le plus bas, le contrat est octroyé à Vortex Solution inc. pour un montant de 40 404 \$.
2021-03-025 Services de nature technique Entretien des systèmes d'irrigation dans les parcs de la Commission	1) Hydralis inc. (87 629,25 \$ incluant 2 options de renouvellement, soit 29 209,75 \$/année) Terme initial : 29 909,75 \$ 1re option : 29 909,75 \$ 2e option : 29 909,75 \$	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Hydralis inc. au montant de 87 629,75 \$.
2021-10-008 Construction Réfection des systèmes de mécanique du bâtiment	1) Soucy Aquatik inc. (460 200 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Soucy Aquatik inc. au montant négocié 447 700,00 \$.
2021-03-023 Construction Contrat à exécution sur demande - Travaux d'ébénisterie pour divers bâtiments	1) Rocher Menuiserie inc. (23 940 \$ pour le terme initiale) 2) Construction Couture & Tanguay inc. (35 900 \$ pour le terme initiale).	Aucune soumission retenue

11. CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- d) le coût;
- e) l’échéancier;
- f) dans le cas d’un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Ne s’applique pas.

12. RESSOURCES INTERNES NON EMPLOYÉES DU GOUVERNEMENT

Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement.

LISTE DES EMPLOYÉS		
Babin, Louis-Marie	Ferland, Josée	Murphy, Peter
Bédard, Nancy	Gagné Lemieux, Blanche	Nadeau, Carine
Benoit, Johanne	Gagnon, Bruno	Nadeau, Pierre
Bergeron, Pascale	Giguère, Marie-Ève	Picard, François
Bilodeau, Dominique	Gilbert, Evelyne	Plante, Philippe
Bittencourt Machado, Monica	Girard, David	Ricard, Stéphanie
Cardinal, Anne-Marie	Giroux, Nicolas	Rouleau-Laprise, Maude
Caron, Stéphane	Grenon, François	Roy St-Pierre, Carolanne
Caron, Maxime	Harvey, Sylvain	Sanfaçon, Marie
Caux, Samuel	Houheche, Kaissa	Servant, Jean-Philippe
Chevalier, Alexis	Kouakou, Claudine	Sohier, Agnès
Chouinard, Marie-Noël	Lambert, Josiane	St-Hilaire, Isabelle
Corriveau, Kathy	Lessard, France	St-Pierre, Ève-Marie
Daigneault-Clermont, Étienne	Lévesque, Arnaud	Tardif, Manon
Darveau, Michèle	Mailloux, Martine	Tremblay, Larry
Des Rochers, Frédéric	Martel, Nathalie	Turgeon, Louise
Desmeules, Stéphane	Mercier, Josyca	Vachon, Brigitte
Dion, Jennifer	Miville-Deschênes, Hélène	Vargas, Juan
Émond, Stéphane	Montminy, Katie	

13. PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE DE PLUS DE 100 000 \$

Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2020-2021 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :

Aucun.

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les sommes totales, reliées au projet, engagées à ce jour;
- g) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
- h) le pourcentage de réalisation atteint à ce jour;
- i) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- j) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

14. DÉPENSES DIVERSES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transports;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - au Québec;
 - à l'extérieur du Québec.
-
- a) Photocopie
Coût : 14 660 \$
 - b) Mobilier de bureau
Coût : 3 052 \$
 - c) Ameublement
Coût : 2 005 \$

- d) Décoration et embellissement
Coût : Aucun
 - e) Distributeur d'eau de source
Coût : 393 \$
 - f) Remboursement des frais de transport
 - g) Remboursement des frais d'hébergement
 - h) Remboursement des frais de repas
- } Coût total pour f) g) h)
- Coût : 3 310 \$ (au Québec)
 - Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
-
- i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes
Coût : Aucune dépense.
 - j) Participation à des congrès et colloques
Coût : 52 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
-
- Toute session de type perfectionnement ou ressourcement
- Coût : 15 469 \$ (au Québec)
 - Coût : Aucune dépense (à l'extérieur du Québec)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

15. TÉLÉPHONIE, ORDINATEURS PORTABLES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- b) le coût d'acquisition des appareils;
- c) le coût d'utilisation des appareils;
- d) les noms des fournisseurs;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les ordinateurs portables;
- g) les iPad ou autre type de tablette électronique;
- h) le coût des frais d'itinérance.

Nombre de téléphones cellulaires	27 (23 iPhones Apple et 4 cellulaires Samsung Galaxi)
Coût d'acquisition	142,54 \$
Coût d'utilisation	8 547,64 \$
Coût des contrats téléphoniques	8 400,10 \$ (mensualité) 5,00 \$ (frais utilisation excédentaire)
Nom des fournisseurs	TELUS et Rogers (fin 24 octobre 2020)
Nombre de minutes utilisées	183 294 minutes

Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
-------------------------------------	---

Nombre de tablettes électroniques utilisées	3
Nombre d'ordinateurs portables utilisés	20
Coût d'acquisition (tablettes et ordinateurs portables)	1 079 \$ (1 iPad Air) 13 728 \$ (12 Portables Dell Latitude 3410)

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25). <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

16. EFFECTIF

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2021-2022 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles, et ce, pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- b) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- d) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- e) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- f) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- g) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

16. EFFECTIF

16. EFFECTIF

- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

Il n'y a pas de postes qualifiés d'experts et émérites à la Commission.

- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

- l) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Catégorie d'emploi	2020-2021
Personnel d'encadrement	4
Personnel professionnel	21
Techniciens	19
Personnel de bureau	4
Ouvriers	8
Autres (personnel des services à la clientèle)	0
TOTAL ⁽¹⁾	56

⁽¹⁾ L'ensemble du personnel de la Commission travaille dans la région de la Capitale-Nationale.

- m) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi et pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

17. DÉPARTS À LA RETRAITE

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

a) le nombre de départs à la retraite en 2020-2021;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

Non applicable.

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées;

Veuillez référer à la réponse de la question 16 a).

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

Une personne.

17. DÉPARTS À LA RETRAITE

Renseignements GÉNÉRAUX — TROISIÈME groupe d’opposition

18. BAUX SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant, pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie du local loué;
- c) la superficie réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût des aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE HECTOR-FABRE 525, boulevard René-Lévesque Est
Superficie du local loué :	1 254,57 m ²
Coût total de la location :	371 922 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2020 :	12 950 \$
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE MARIE-GUYART 1037, rue De La Chevrotière
Superficie du local loué :	926,27 m ²
Coût total de la location :	200 555 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2020 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

L’information fournie en réponse à l’emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l’espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>.

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

18. BAUX SQI

19. DÉMÉNAGEMENT – COÛTS

Coûts de déménagement, d'aménagement et liste des travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans les bureaux de circonscription pour 2020-2021.

Ne s'applique pas.

20. PERSONNEL DU CABINET MINISTÉRIEL

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres pour 2020-2021 en indiquant, pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale chaque individu relève;
- g) la description de tâches;
- h) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;
- i) le nombre total d'employés au cabinet;
- j) la masse salariale totale par cabinet pour 2020-2021;
- k) les noms des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Ne s'applique pas.

21. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d’argent versées pour 2020-2021 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) le nom de l’organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le projet visé et le résultat.

Ne s’applique pas.

22. PERSONNEL HORS STRUCTURE

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucun, puisque la Commission est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la Loi sur la fonction publique.

23. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

24. OCCASIONNELS MIS À PIED

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d’occasionnels mis à pied par catégorie d’âge en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

25. POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

Aucun poste n'a été aboli en 2020-2021.

26. EFFECTIF PAR BUREAU RÉGIONAL

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l’effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

Veillez référer à la réponse de la question 16 l).

27. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ M/O AFFECTÉ AILLEURS

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- a) l’assignation initiale;
- b) l’assignation actuelle;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) la date de la fin de l’assignation, s’il y a lieu.

Aucun.

28. ABONNEMENTS

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, ainsi que le coût de chacun.

Les journaux, revues mensuelles, publications (format papier ou électronique), etc.		
Journal de Québec	89,99 \$ 25 avril 2020 au 24 avril 2021	Général (électronique)
Le Soleil	109,95 \$ 8 janvier 2021 – 8 janvier 2022	Général (électronique)
Thomson Reuters Canada – Accès à l’information loi annotée (mise à jour)	460 \$	Juridique (électronique)
Thomson Reuters Canada – Code de procédures civiles 20-21	30 \$	Juridique (électronique)
Comptables professionnels agréés du Canada – Manuel de comptabilité secteur public	116,66 \$ 31 mai 2020 – 30 mai 2021	Finance (électronique)
L’Ancêtre	Gratuit	Histoire et patrimoine
Total :	806,60 \$	

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.)
Aucun.

29. BILLETS DE SAISON, LOGES, CLUB PRIVÉ

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Aucune.

30. SITES INTERNET

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l’existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- c) le coût de construction du site;
- d) le coût de l’entretien et de la mise à jour;
- e) le responsable du contenu sur le site;
- f) la fréquence moyenne des mises à jour;
- g) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- h) le nombre de fois où le site a été refait, le coût, les critères qui ont justifié les changements.

a) Nom de site Web	www.capitale.gouv.qc.ca www.observatoire-capitale.com
b) Nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site	Commission : Ixmédia Observatoire : Unik média
c) Coûts de construction du site	
d) Coûts d’entretien et de mise à jour	Ixmédia <ul style="list-style-type: none">– Excédent hébergement : 840 \$– Entretien (intégration et développement Web) sites Commission et Observatoire : 2 080 \$– Coûts renouvellement des noms de domaine : 310 \$ pour 2 ans.– Renouvellement certificat SSL Observatoire : 99,99 \$ pour 1 an– Renouvellement de 2 plugins Observatoire : 77 \$

e) Responsable du contenu sur le site	Service des communications et de la promotion : <ul style="list-style-type: none">– Stéphane Desmeules, coordonnateur aux communications et à la promotion– Josyca Mercier, conseillère en marketing		
f) Fréquence moyenne de mise à jour	En continu.		
g) le nombre de visiteurs par mois	2020-2021	Utilisateurs	Sessions
	Avril 2020	7 549	9 236
	Mai 2020	10 915	13 666
	Juin 2020	12 706	16 171
	Juillet 2020	14 452	18 201
	Août 2020	14 526	18 464
	Septembre 2020	10 845	13 419
	Octobre 2020	9 746	12 180
	Novembre 2020	8 794	10 980
	Décembre 2020	8 272	10 169
	Janvier 2021	10 418	12 446
	Février 2021	8 110	10 109
	Mars 2021	10 446	12 698
h) le nombre de fois où le site a été refait, le coût, les critères qui ont justifié les changements	Ne s’applique pas pour 2020-2021.		

30. SITES INTERNET

31. NOMINATIONS NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS

Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

32. DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE

Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant par région et en précisant l’objet de la visite pour chacune d’entre elles.

Aucune.

33. DEMANDES D’ACCÈS À L’INFORMATION

Nombre de demandes d’accès à l’information par ministère et organisme en 2020-2021 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d’accès à l’information;**
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l’article);**
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

L’information concernant les demandes d’accès à l’information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes.

34. ADJOINTS PARLEMENTAIRES

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021:

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d’ETC affectés à chaque mandat, en indiquant leur fonction et leur titre.

Ne s’applique pas.

35. ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES, ABOLIES

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Le réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

36. ENTENTES GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET PROVINCES

La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*, ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

37. CRÉDITS PÉRIMÉS

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l’année financière 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022.

Le réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

38. REVENUS AUTONOMES ET TARIFICATION

L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent.

Le coût unitaire de chacun de ceux-ci.

La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour 2021-2022.

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

39. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT – PLAN DE RÉDUCTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

Le réponse à cette quetion sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

40. SOMMES REÇUES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer, de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins ces sommes ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune.

41. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS

Pour chaque ministère et organisme, y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l’année financière 2020-2021, le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement n’a été versée en 2020-2021.

42. PRIMES DE DÉPART, ALLOCATIONS DE TRANSITION

Pour chaque ministère et organisme y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l’année financière 2020-2021, le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n’a été versée en 2020-2021.

43. AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Pour chaque ministère et organisme y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l’année financière 2020-2021, le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

44. SALAIRES VERSÉS SANS FONCTION OU TÂCHE ASSIGNÉE – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2020-2021, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés.**

Il n’y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

45. DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2020-2021, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif et ce, pour tous les ministères et organismes.

46. COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF ET LES MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

La réponse à cette question se retrouve à la question 124 de renseignements généraux.

47. ENTENTES DE CONFIDENTIALITÉ

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

48. PROGRAMMES EXISTANTS – RECONDUCTION

Coûts de reconduction des programmes existants :

Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l’année financière 2020-2021 et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants de 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

49. PROGRAMMES EXISTANTS – INITIATIVES OU MAJORATIONS

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

50. PLAN NORD – EMPLOYÉS OU ETC

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

51. PLAN NORD – BUDGET

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

52. STRATÉGIE MARITIME – EMPLOYÉS OU ETC

Nombre d’employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

53. STRATÉGIE MARITIME – BUDGET

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

54. FONDS VERT – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

55. FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

56. FONDS DU PLAN NORD – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

57. SERVICES JURIDIQUES – SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question est transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

58. ACTES RÉPRÉHENSIBLES – DIVULGATIONS

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2021-2020, indiquer le nombre de divulgations d’actes répréhensibles reçues, le nombre d’enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d’actes répréhensibles visée à l’article 4 de la Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles à l’égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

5

**Réponses aux demandes de
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
sur les crédits 2020-2021**

*Programme 7 — Promotion et développement de la Capitale-Nationale
Élément 2 — Commission de la capitale nationale du Québec*

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des questions

3.	Agrile du frêne
10.	Comités interministériels
11.	Sondages
12.	Mandats à la SIQ
13.	Concours et tirages
14.	Campagnes de publicité et de sensibilisation
15.	Programmes de financement
16.	Pont de Québec – Restauration, peinture et promotion
17.	Réaménagement de l'entrée de la capitale nationale
18.	Sommes versées à la Ville de Québec – Subvention à la capitale nationale
19.	Ville de Québec – Développement économique
20.	Enjeux d'habitation
21.	Ville de Québec – Densification et mouvement démographique
22.	Habitations communautaires – Plan de déploiement
23.	Prolongement de l'autoroute 40
24.	Pandémie de Covid-19
26.	Sommes non-dépensées par la Commission
27.	Surplus cumulés en date du 1 ^{er} avril 2021

28.	Crédits dépensés
35.	Rénovations
62.	Site archéologique Cartier-Roberval – Aménagement de la falaise
65.	Possible fusion SCN et CCNQ
66.	Effectif CCNQ
67.	Conseil d'administration
68.	Employés occasionnels
69.	Sommes accordées à la Commission en 2020-2021
70.	Parcs et espaces verts – Exploitation
71.	Réalisations CCNQ – Bilan et prévisions
72.	Entrée des ponts
73.	Avis envoyés
74.	Mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique
75.	Mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique – Prévisions budgétaires
76.	Pont de Québec – Peinture – Documents
77.	Réaménagement de la tête des ponts – Documents
78.	Accès à l'aéroport - Bonification
79.	Fusion avec le Secrétariat à la Capitale-Nationale
80.	Accès à l'information

3. AGRILE DU FRÊNE

La ventilation des sommes dépensées pour l’année 2020-2021 et les crédits demandés dédiés pour le traitement de l’agrile du frêne dans la région.

Dépenses 2020-2021 : 704 683,56 \$

Crédits demandés : 7 160 000 \$ répartis sur 8 ans.

10. COMITÉS INTERMINISTÉRIELS

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

MTQ Pont de l’Île D’Orléans	Juan Vargas Peter Murphy Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Participer à des rencontres d’information et comité de partenaires (incluant sous-comités pour les approches nord et sud). Nombre et fréquence des rencontres : Au besoin (± une fois / 3 mois) 3 rencontres Dépenses : 0 \$
SQI Construction d’une école secondaire Charlesbourg	Juan Vargas Autres membres (voir SQI)	Mandat : Participer à des ateliers de conception intégrés pour la construction d’une école secondaire sur les terrains de l’ancien Jardin zoologique. Nombre et fréquence des rencontres : 2 rencontres Dépenses : 0 \$
MTQ Schéma directeur de l’entrée sud de la capitale nationale	Philippe Plante Marie-Noël Chouinard Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Collaborer à l’élaboration d’un cadre de référence pour la requalification des terrains vacants et sous-utilisés de part et d’autre de l’axe autoroutier entre les ponts de Pierre-Laporte et de Québec et le chemin des Quatre-Bourgeois; Nombre et fréquence des rencontres : 2 rencontres Dépenses : 0 \$

11. SONDAGES

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2020-2021, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Firme retenue

Votepour.ca

Coûts

21 680\$ plus taxes

12. MANDATS À LA SIQ

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l’achat, l’aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et par sous-contrats, depuis 2011-2012, par année financière.

Entente d’occupation pour le siège social et l’Observatoire, et entretien ménage

Coût : 579 525 \$

Service de la centrale de surveillance à distance et patrouille motorisée pour différents parcs et bâtiments de la Commission de la capitale nationale du Québec.

Coût : 58 214 \$

13. CONCOURS ET TIRAGES

Indiquer pour 2020-2021 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l’objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

a) La liste de tous les concours et tirages réalisés	<ul style="list-style-type: none">• Du 22 juin au 9 juillet 2020 : Concours photos sur Instagram. Tirage réalisé le 9 juillet 2020 à 12 h 00.• Du 21 septembre au 15 octobre 2020 : Concours photos sur Instagram. Tirage réalisé le 15 octobre 2020 à 12 h 00.
b) Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix	<ul style="list-style-type: none">• Concours # 1 : un abonnement famille annuel d'une valeur de 76 \$ chez notre partenaire, le Musée de la civilisation.• Concours # 2 : un abonnement famille annuel d'une valeur de 76 \$ chez notre partenaire, le Musée de la civilisation.
c) L’objectif visé par la tenue de chacun des concours	Dans le cadre du 25 ^e anniversaire de la Commission de la capitale nationale du Québec, un concours photos a été organisé afin de mettre de l’avant toutes les réalisations de l’organisation et faire connaître son rôle dans la capitale.
d) La liste des concours qui ont pris fin	<ul style="list-style-type: none">• Fin du concours # 1 : 9 juillet 2020• Fin du concours # 2 : 15 octobre 2020

14. CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION

Concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

a) Nom de la campagne	b) Coût	c) Nom de la firme	d) Dates de diffusion	e) Objectifs visés
Actions institutionnelles	<div>– Alexandre Zacharie photographe – prise de photos d’automne 1 350,00 \$</div> <div>– Jean-Philippe Labrie photographe – prise de photos belvédère de la côte de Sillery 265,00 \$</div> <div>– Groupe ETR – impression du rapport annuel 245,00 \$</div> <div>– Cision – diffusion sur le fil de presse de divers communiqués officiels et d’annonce de projet. . 505,00 \$</div> <div>– Mathieu Plante Design et graphisme – développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoisement, d’affichage et de documents administratifs de la Commission 9 020,00 \$</div> <div>– Littera (Cendrine Audet) – révision linguistique de divers documents de la Commission 497,00 \$</div> <div>Total : 11 882,00 \$</div>	Réalisée à l’interne	Du 1 ^{er} avril 2020 au 31 mars 2021	Notoriété / annonces de projet
Observatoire de la Capitale	<div>– OTQ – Publicités et rédactionnels dans le guide touristique annuel, bannière et publicité (hiver et printemps) sur le site Web de l’OTQ 1 675,00 \$</div> <div>– Unik Média – modification vidéo de l’Observatoire 270,00 \$</div> <div>Total : 1 945,00 \$</div>	Réalisée à l’interne	Du 1 ^{er} avril 2020 au 31 mars 2021	Fréquentation du lieu

14. CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION

a) Nom de la campagne	b) Coûts	c) Nom de la firme	d) Dates de diffusion	e) Objectifs
Salles à louer de la Commission (affaires et mariages)	<ul style="list-style-type: none">Solutions Map 360 – mise à jour virtuelle pour le domaine Cataraqui 350,00 \$Jotform – abonnement pour la gestion des soumissions des locations de salles 69,00 \$ Total : 419,00 \$	Réalisée à l’interne	Du 1 ^{er} avril 2020 au 31 mars 2021	Favoriser la location des salles de la Commission
Outils et communications numériques – veille, publicités médias sociaux et envois d’infolettres	<ul style="list-style-type: none">Facebook – publicités sur les médias sociaux pour divers produits de la Commission tels notoriété et consultation en ligne promenade Samuel-De Champlain 81,00 \$Active Campaign – envoi d’infolettres publiques et bulletins internes de la Commission 1 912,00 \$Alerti Business – outil afin de surveiller les sites d’avis, le web et les réseaux sociaux 881,00 \$GoDaddy – noms de domaine des sites Web de la Commission et les certificats de sécurité 410,00 \$Word press – plateforme communicative pour recevoir documents sur le site de l’Observatoire 77,00 \$ Total : 3 361,00 \$	Réalisée à l’interne	Du 1 ^{er} avril 2020 au 31 mars 2021	Annonce de projets, veille et fréquentation des lieux
25 ^e anniversaire de la Commission	<ul style="list-style-type: none">Unik Média – production d’une video promotionnelle 3 150,00 \$ Total : 3 150,00 \$	Réalisée à l’interne	22 juin 2020	Notoriété
Consultation en ligne dans le cadre de réalisation de la promenade Samuel-De Champlain phase 3 - Déplacement de la voie ferrée	<ul style="list-style-type: none">Journal de Québec – publicité pour annoncer la consultation en ligne dans le cadre des travaux du CN, suite à l’aval de l’Office des Transports 1 000,00 \$ Total : 1 000,00 \$	Réalisée à l’interne	30 juin 2020	Informé et favoriser la participation à la consultation

15. PROGRAMMES DE FINANCEMENT

La liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
- c) le montant qui leur a été accordé ;
- d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Aucun.

16. PONT DE QUÉBEC – RESTAURATION, PEINTURE ET PROMOTION

Ventilation des sommes consenties en 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022, pour la restauration, la peinture et la promotion du pont de Québec.

Aucune.

17. RÉAMÉNAGEMENT DE L'ENTRÉE DE LA CAPITALE NATIONALE

Ventilation des sommes consenties en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, pour le réaménagement de l'entrée de la capitale nationale (tête des ponts).

Aucune.

18. SOMMES VERSÉES OU À VERSER À LA VILLE DE QUÉBEC À TITRE DE SUBVENTION À LA CAPITALE NATIONALE

Ventilation des sommes versées ou à verser à la ville de Québec à titre de subvention à la capitale nationale en 2020-2021, et prévisions pour 2021-2022. Fournir la liste des subventions accordées, des bénéficiaires, des projets soutenus, par année financière.

Aucune.

19. VILLE DE QUÉBEC – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Ventilation détaillée des sommes accordées et des projets soutenus pour le développement économique de la ville de Québec en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022. Préciser le fonds de provenance des sommes.

Aucune.

20. ENJEUX D’HABITATION

Pour l’année 2020-2021, liste de toute étude, analyse ou document concernant les enjeux d’habitation, l’accès à la propriété, l’achat et la vente de propriétés dans la région de la Capitale-Nationale.

Aucune.

21. VILLE DE QUÉBEC – DENSIFICATION ET MOUVEMENT DÉMOGRAPHIQUE

Pour l'année 2020-2021, liste de toute étude, analyse ou document concernant la densification de la ville de Québec, l'étalement urbain ainsi que du mouvement démographique de la ville de Québec vers les villes avoisinantes.

Aucune.

22. HABITATIONS COMMUNAUTAIRES – PLAN DE DÉPLOIEMENT

Pour l'année 2020-2021, liste de toute étude, analyse ou document concernant un plan de déploiement d'habitations communautaires.

Aucune.

23. PROLONGEMENT DE L'AUTOROUTE 40

Pour l'année 2020-2021, liste de toute étude, analyse ou document concernant le prolongement de l'autoroute 40, incluant les scénarios, les rencontres avec la ministre, son cabinet et les maires de L'Ancienne-Lorette et de Québec.

Aucune.

24. PANDÉMIE DE COVID-19

Concernant la pandémie de COVID-19, veuillez fournir :

- a) Les crédits octroyés pour la relance du secteur touristique de la région;
- b) Les crédits octroyés pour la relance du secteur de la restauration de la région;
- c) Les crédits octroyés pour la relance du secteur de l’hébergement de la région;
- d) Les crédits octroyés pour la relance du secteur des croisières de la région;

Aucun.

26. **SOMMES NON-DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION**

Les sommes non-dépensées par la Commission pour 2020-2021 en en incluant un justificatif pour chaque élément.

L’information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

27. SURPLUS CUMULÉS EN DATE DU 1^{ER} AVRIL 2021

Le solde des surplus cumulés en date du 1^{er} avril 2021 en incluant le justificatif pour l'ensemble des montants disponibles.

L'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

28. CRÉDITS DÉPENSÉS

La liste des crédits dépensés, ainsi que leur justificatif, qui n’avaient pas été budgété au 1^{er} avril 2020.

Aucun.

35. RÉNOVATIONS

Pour chacun des emplacements utilisés par la Commission de la capitale nationale, incluant le cabinet, indiquer :

- a) la date des rénovations;
- b) la liste des rénovations;
- c) le coût des rénovations;
- d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.

La réponse à cette question est incluse à la question 17 de la demande de renseignements généraux.

62. SITE ARCHÉOLOGIQUE CARTIER-ROBERVAL – AMÉNAGEMENT DE LA FALAISE

Échéancier, état d’avancement, coûts totaux et ventilés des travaux de l’aménagement de la falaise du site archéologique Cartier-Roberval.

Travaux complétés en 2012.

65. POSSIBLE FUSION SCN ET CCNQ

Pour l’année 2020-2021, liste de toute étude, analyse ou document concernant les impacts financiers et sur les crédits du SNC d’une possible fusion avec la Commission de la Capitale-Nationale pour en faire une seule entité.

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l’étude des crédits.

66. EFFECTIF CCNQ

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2020-2021, indiquer :

a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;

LISTE DES EMPLOYÉS		
Babin, Louis-Marie	Ferland, Josée	Murphy, Peter
Bédard, Nancy	Gagné Lemieux, Blanche	Nadeau, Carine
Benoit, Johanne	Gagnon, Bruno	Nadeau, Pierre
Bergeron, Pascale	Giguère, Marie-Ève	Picard, François
Bilodeau, Dominique	Gilbert, Evelynne	Plante, Philippe
Bittencourt Machado, Monica	Girard, David	Ricard, Stéphanie
Cardinal, Anne-Marie	Giroux, Nicolas	Rouleau-Laprise, Maude
Caron, Stéphane	Grenon, François	Roy St-Pierre, Carolanne
Caron, Maxime	Harvey, Sylvain	Sanfaçon, Marie
Caux, Samuel	Houheche, Kaissa	Servant, Jean-Philippe
Chevalier, Alexis	Kouakou, Claudine	Sohier, Agnès
Chouinard, Marie-Noël	Lambert, Josiane	St-Hilaire, Isabelle
Corriveau, Kathy	Lessard, France	St-Pierre, Ève-Marie
Daigneault-Clermont, Étienne	Lévesque, Arnaud	Tardif, Manon
Darveau, Michèle	Mailloux, Martine	Tremblay, Larry
Des Rochers, Frédéric	Martel, Nathalie	Turgeon, Louise
Desmeules, Stéphane	Mercier, Josyca	Vachon, Brigitte
Dion, Jennifer	Miville-Deschênes, Hélène	Vargas, Juan
Émond, Stéphane	Montminy, Katie	

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Diane Blanchette
Pierre Dolbec
Alain Girard
Steeve Gros-Louis
Jean Guyard
Barry Holleman
André Juneau
Alain Kirouac
Marie Claire Ouellet, présidente et directrice générale
Jean-Guy Poulin
Pascal Raby
André Roy
Patrick St-Hilaire

b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

MEMBRE DU CONSEIL	ENTRÉE EN FONCTION	FIN DE MANDAT
Alain Kirouac (nomination)	29-04-2020	28-04-2023
André Roy (nomination)	29-04-2020	28-04-2023

Aucune rémunération ne leur est versée.

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
La réponse à cette question se retrouve à la question 13 f), g) et h) des renseignements généraux.

67. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Liste des membres du conseil d'administration, leur date d'entrée en fonction et la date de la fin de leur mandat, ainsi que la ventilation de leur rémunération ou des dédommagements offerts, sous toutes les formes

En vertu de notre loi constitutive, le président et directeur général est membre du conseil d'administration.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE FIN DE MANDAT
Diane Blanchette	20-06-2018	19-06-2021
Pierre Dolbec	20-06-2018	19-06-2021
Alain Girard	20-06-2018	19-06-2021
Steeve Gros-Louis	15-08-2018	14-08-2021
Jean Guyard	20-06-2018	19-06-2021
Barry Holleman	15-08-2018	14-08-2021
André Juneau	20-06-2018	19-06-2021
Alain Kirouac	29-04-2020	28-04-2023
Marie Claire Ouellet, pdg	06-09-2017	05-09-2022
Jean-Guy Poulin	20-06-2018	19-06-2021
Pascal Raby	26-02-2020	25-02-2023
André Roy	29-04-2020	28-04-2023
Patrick St-Hilaire	15-08-2018	14-08-2021

Aucune rémunération ne leur est versée.

68. EMPLOYÉS OCCASIONNELS

Nombre et pourcentage d’employés occasionnels par secteur à la Commission et dans chaque organisme qui en relève en 2020-2021. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d’employés devenus permanents.

Le personnel de la Commission n’est pas nommé suivant la Loi sur la fonction publique. Par conséquent, aucun employé de la Commission n’est permanent au sens de la Loi.

69. SOMMES ACCORDÉES À LA COMMISSION EN 2020-2021

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2020-2021 à la Commission incluant les budgets sous sa responsabilité et prévisions pour 2021-2022.

Pour 2020-2021, se référer au livre des crédits.

70. PARCS ET ESPACES VERTS – EXPLOITATION

Les dépenses d’exploitation des parcs et espaces verts pour 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

RÉEL (PRÉVU) 2020-2021				
	AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS	BÂTIMENTS	TAXES FONCIÈRES ET SCOLAIRES	TOTAL
Parc du Bois-de-Coulonge	388 728 \$	118 002 \$	547 555 \$	1 054 285 \$
Domaine Catarauqui	130 635 \$	109 731 \$	442 714 \$	683 080 \$
Promenade Samuel-De Champlain	1 096 410 \$	61 404 \$	257 469 \$	1 415 283 \$
Parc des Moulins	352 795 \$	90 027 \$	172 806 \$	615 628 \$
Place des Canotiers	110 976 \$	29 278 \$	572 927 \$	713 181 \$
Autres parcs et espaces verts	532 316 \$	38 984 \$	772 799 \$	1 344 099 \$
	2 611 860 \$	447 426 \$	2 766 270 \$	5 825 556 \$

71. RÉALISATIONS – BILAN

Bilan détaillé des réalisations de la CCN pour 2020-2021 et les mesures prévues pour 2021-2022.

Bilan détaillé des réalisations - Réel prévu 2020-2021	
Promenade Samuel-De Champlain – Phase 3 (Réalisation)	11 435 918 \$
Site archéologique Cartier-Roberval	284 800 \$
Nouvelles-Casernes	2 309 417 \$
Maintien d’actifs	2 074 700 \$
Total :	16 104 835 \$

72. ENTRÉE DES PONTS

Copie du schéma directeur réalisé par le Bureau de projet de la capitale nationale pour l'aménagement de l'entrée des ponts, de même qu'une copie des analyses ou des études obtenues pour ce projet, et liste des coûts associés à celles-ci.

La Commission ne peut disposer de ces informations puisque c'est le ministère des Transports qui en est responsable.

73. AVIS ENVOYÉS

Copie de tous les avis envoyés aux ministères ou organismes du gouvernement, aux municipalités et aux organismes municipaux en lien avec l'application de la Politique relative à la capitale nationale, à l'initiative de la CCN ou à la demande du gouvernement.

La Commission n'a émis aucun avis à des ministères ou organismes du gouvernement, ou aux municipalités durant l'exercice.

74. MISE EN VALEUR DU SITE DE L'ANCIEN JARDIN ZOOLOGIQUE

Copie des études, rapports, analyses, impacts financiers, valeur du site et états de situation concernant la mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique.

La partie de l'ancien site du Jardin zoologique appartenant à la Commission est le parc des Moulins et le boisé attenant.

ÉTUDES, ANALYSES, PLANS ET DEVIS

- Bassin d'eau : Proposition de deux visions d'aménagement du bassin d'eau au parc des Moulins (2020-2021);

TRAVAUX

- Solidifier garde-corps et planchers des ponceaux (2020-2021)
- Réparation escalier extérieur de la maison Cayouette (2020-2021)
- Calfeutrage de portes et fenêtres des maisons Cayouette, Brassard et Bernard (2020-2021)
- Démantèlement de muret de béton à la maison Richard (2020-2021)
- Réparations terrasse jeux d'enfants (2020-2021)
- Creusage de tranchées pour drainage afin que l'eau ne se dirige pas sur les terrains de la rue Du Bélair (2020-2021)
- Remplacement et restauration des arrêts de neige (2020-2021)
- Peinture plafond de la salle de bain de la maison Brassard (2020-2021)
- Inspection de la toiture du bloc sanitaire (2020-2021)
- Inspection et réparations de lampadaires (2020-2021)
- Réparation bassin d'eau (2020-2021)
- Travaux arboricoles quant à l'agrile du frêne (2020-2021)

PLAN MAINTIEN ACTIFS

- Remplacement du panneau électrique à la maison Cayouette (2020-2021)

75. MISE EN VALEUR DU SITE DE L'ANCIEN JARDIN ZOOLOGIQUE – PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Prévisions pour 2021-2022 des sommes dédiées et crédits demandés à la mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique.

La partie de l'ancien site du Jardin zoologique appartenant à la Commission est le parc des Moulins et le boisé attenant.

2021-2022 : Investissements pour le parc des Moulins et son boisé

- À même son budget de maintien de l'actif : 806 969 \$
- À même son budget de fonctionnement : 28 000 \$

76. PONT DE QUÉBEC – PEINTURE – DOCUMENTS

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant la peinture du pont de Québec.

La Commission ne peut disposer de ces informations puisque c’est le ministère des Transports qui en est responsable.

77. RÉAMÉNAGEMENT DE LA TÊTE DES PONTS – DOCUMENTS

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant le réaménagement de l’entrée de la capitale nationale pour l’année (tête des ponts) 2020-2021.

La Commission ne peut disposer de ces informations puisque c’est le ministère des Transports qui en est responsable.

78. ACCÈS A L'AÉROPORT – BONIFICATION

Travaux et documents produits par la Commission de la Capitale-Nationale concernant la bonification de l'accès à l'aéroport.

Aucun document n'a été produit par la Commission pour ce dossier en 2020-2021

79. FUSION AVEC LE SECRÉTARIAT À LA CAPITALE-NATIONALE

Pour l'année 2020-2021, liste de tout étude, analyse ou document concernant les impacts financiers et sur les crédits du CCN d'une possible fusion avec le Secrétariat à la Capitale-Nationale pour en faire une seule entité.

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

80. ACCÈS À L'INFORMATION

Concernant l'accès à l'information:

- **Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021.**
Aucun.
- **Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021.**
Veuillez référer à la réponse fournie à la question 123 des renseignements généraux.
- **Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.**
Veuillez référer à la réponse fournie à la question 123 des renseignements généraux.

6

**Réponses aux demandes de
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
sur les crédits 2020-2021**

*Programme 7 — Promotion et développement de la Capitale-Nationale
Élément 2 — Commission de la capitale nationale du Québec*

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des questions

11.	Effectif
12.	Compressions demandées par le Conseil du trésor
13.	Compressions pour projets d'infrastructures
14.	Informatique et technologies de l'information – Sommes dépensées
15.	Sondages
16.	Mandats à la SIQ
17.	Rénovations (déménagement, aménagement)
18.	Annonces gouvernementales
19.	Comités interministériels
20.	Vision de développement de la région de la Capitale-Nationale
39.	Sommes versées ou à verser à Ville de Québec – Subvention à la capitale nationale
47.	Demandes d'accès à l'information
49.	Membres du conseil d'administration
50.	Sommes accordées à la Commission depuis 2011-2012 et prévisions 2021-2022
51.	Parcs et espaces verts – Exploitation
52.	Sommes sous la responsabilité de la Commission depuis 2011-2012 et prévisions 2021-2022

53.	Réalizations – Bilan
54.	Québec Horizon 2030 – Plan d'action
55.	Prolongement de la promenade Samuel-De Champlain - Études, rapports, analyses
56.	Prolongement de la promenade Samuel-De Champlain - Dépenses encourues et sommes investies
57.	Aménagement de l'entrée des ponts
58.	Nouvelles-Casernes – Correspondance
59.	Nouvelles-Casernes – Études, rapports et analyses
60.	Nouvelles-Casernes – Prochaines étapes
61.	Nouvelles Casernes - Actualisation des coûts, prévisions 2021-2022 et avancement travaux
62.	Nouvelles-Casernes – Projets analysés
63.	Avis envoyés
64.	Publicité – Campagnes promotionnelles
65.	Annonces gouvernementales impliquant la Commission
66.	Dossiers de la région de la Capitale-Nationale – Correspondance
67.	Mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique – Correspondance
68.	Mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique – Études, rapports

69.	Mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique – Sommes dédiées
70.	Le Phare
71.	Budgets octroyés à la Ville de Québec
72.	Pont de Québec – Peinture
73.	Pont de Québec – Restauration, peinture, promotion (voir fiche 72)
74.	Réaménagement de l'entrée de la capitale nationale – État de situation
75.	Réaménagement de l'entrée de la capitale nationale – Sommes consenties
76.	Hôtel-Dieu de Québec – Déménagement sur les terrains de l'Enfant-Jésus (voir fiche 72)
77.	Hôtel-Dieu de Québec – Activités conservées suite au déménagement (voir fiche 72)
78.	Projets ayant bénéficié d'une subvention
79.	Sommes versées ou à verser à Ville de Québec – Subvention à la capitale nationale
80.	Développement économique de la Ville de Québec – Sommes accordées, projets

11. EFFECTIF

Pour chaque organisme, agence ou autre instance relevant du ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, pour l'année 2020-2021, indiquer :

a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;

LISTE DES EMPLOYÉS		
Babin, Louis-Marie	Ferland, Josée	Murphy, Peter
Bédard, Nancy	Gagné Lemieux, Blanche	Nadeau, Carine
Benoit, Johanne	Gagnon, Bruno	Nadeau, Pierre
Bergeron, Pascale	Giguère, Marie-Ève	Picard, François
Bilodeau, Dominique	Gilbert, Evelynne	Plante, Philippe
Bittencourt Machado, Monica	Girard, David	Ricard, Stéphanie
Cardinal, Anne-Marie	Giroux, Nicolas	Rouleau-Laprise, Maude
Caron, Stéphane	Grenon, François	Roy St-Pierre, Carolanne
Caron, Maxime	Harvey, Sylvain	Sanfaçon, Marie
Caux, Samuel	Houheche, Kaissa	Servant, Jean-Philippe
Chevalier, Alexis	Kouakou, Claudine	Sohier, Agnès
Chouinard, Marie-Noël	Lambert, Josiane	St-Hilaire, Isabelle
Corriveau, Kathy	Lessard, France	St-Pierre, Ève-Marie
Daigneault-Clermont, Étienne	Lévesque, Arnaud	Tardif, Manon
Darveau, Michèle	Mailloux, Martine	Tremblay, Larry
Des Rochers, Frédéric	Martel, Nathalie	Turgeon, Louise
Desmeules, Stéphane	Mercier, Josyca	Vachon, Brigitte
Dion, Jennifer	Miville-Deschênes, Hélène	Vargas, Juan
Émond, Stéphane	Montminy, Katie	

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Diane Blanchette
Pierre Dolbec
Alain Girard
Steeve Gros-Louis
Jean Guyard
Barry Holleman
André Juneau
Alain Kirouac
Marie Claire Ouellet, présidente et directrice générale
Jean-Guy Poulin
Pascal Raby
André Roy
Patrick St-Hilaire

b) la liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, leur rémunération ainsi que la date du début et de la fin de leur mandat;

Aucun.

c) la liste des personnes qui ont été nommées en incluant leur nom, leur titre ainsi que la date du début et de la fin de leur mandat, de même que leur rémunération et leur cv; leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Membre	Début du mandat	Fin du mandat
Alain Kirouac	29-04-2020	28-04-2023
André Roy	29-04-2020	28-04-2023

Aucune rémunération ne leur est versée.

Pour les frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation, la réponse à cette question se retrouve à la question 13 f), g) et h) des renseignements généraux.

11. EFFECTIF

12. **COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR**

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le SCN (et la Commission de la capitale nationale), ainsi que pour tous les organismes sous sa juridiction en 2020-2021.

Fournir les prévisions pour 2021-2022.

2020-2021 : Mesures d'optimisation - Meilleurs approvisionnements : 56 900 \$

13. **COMPRESSIONS POUR PROJETS D'INFRASTRUCTURES**

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor dans les projets d'infrastructures de la région de la Capitale-Nationale depuis 2011-2012; prévisions pour 2021-2022.

Aucune.

14. INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION – SOMMES DÉPENSÉES

Indiquer la somme dépensée depuis 2011-2012 (et les prévisions pour 2021-2022) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

La réponse à cette question est incluse à la question 59 des renseignements généraux.

15. SONDAGES

Liste et copie de tous les sondages commandés en 2020-2021, incluant les coûts et les résultats.

Firme retenue

Votepour.ca

Coûts

21 680\$ plus taxes

16. MANDATS À LA SIQ

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l’achat, l’aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et par sous-contrats, depuis 2011-2012, par année financière.

Entente d’occupation pour le siège social et l’Observatoire, et entretien ménage

Coût : 579 525 \$

Service de la centrale de surveillance à distance et patrouille motorisée pour différents parcs et bâtiments de la Commission de la capitale nationale du Québec.

Coût : 58 214 \$

17. RÉNOVATIONS

Pour chacun des emplacements utilisés par le SCN et la Commission de la capitale nationale, incluant le cabinet, indiquer, pour l'exercice 2020-2021 :

- a) la date des rénovations;
- b) la liste des rénovations;
- c) le coût des rénovations;
- d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.

La réponse à cette question est incluse à la question 20 de la demande de renseignements généraux.

18. ANNONCES GOUVERNEMENTALES

Sommes consenties pour les annonces gouvernementales depuis 2011-2012, par année financière, et le détail des dépenses.

9 juin 2020	Communiqué de presse - Lancement du concours pour les œuvres d’art public de Guy Lafleur et Réal Cloutier Coût : 0 \$
12 juin 2020	Communiqué de presse – Annonce de la permission des BBQ dans certains parcs de la CCNQ Coût : 80 \$
7 juillet 2020	Communiqué de presse – Unité mixte de recherche – Université Laval Coût : 85 \$
24 septembre 2020	Communiqué de presse – Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery et prise de photo. Coût : 285 \$
16 octobre 2020	Communiqué de presse – Annonce des finalistes pour la réalisation de l’œuvre d’art public de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain Coût : 85 \$
2 février 2021	Conférence de presse - Présentation des détails du projet de la pointe Benson à Lévis. Tenue virtuellement Coût : 0 \$
15 mars 2021	Conférence de presse - Dévoilement des maquettes en hommage à Guy Lafleur et Réal Cloutier – Tenue virtuellement Coût : 0 \$
1 ^{er} mars 2021	Communiqué de presse - Annonce des coupes d’arbres préventives dans les parcs de la CCNQ Coûts : 85 \$
22 mars 2021	Communiqué de presse - Annonce des travaux estivaux 2021 de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain Coût : 85 \$

19. COMITÉS INTERMINISTÉRIELS

Liste des comités interministériels et de ceux impliquant d’autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé en 2020-2021, les résultats obtenus ainsi que le nombre et la fréquence des rencontres.

La réponse à cette question est incluse à la question 124 de la demande de renseignements généraux.

20. VISION DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE

Copie des scénarios, états de situation, études, analyses et notes concernant la vision de développement de la région de la Capitale-Nationale et liste des prochaines étapes.

Les documents Horizon 2030 et Une vision de la mise en valeur de la capitale nationale – Horizon 2030, publiés en 2019 présentent cette vision du développement.

Le Plan stratégique 2020-2025 et plan d’action 2021-2022 adoptés en avril 2021 présentent les prochaines étapes.

39. **SOMMES VERSÉES OU À VERSER À LA VILLE DE QUÉBEC À TITRE DE SUBVENTION À LA CAPITALE NATIONALE**

Ventilation des sommes versées ou à verser à la ville de Québec à titre de subvention à la capitale nationale en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020 et en 2020-2021, et prévisions pour 2021-2022. Fournir la liste des subventions accordées, des bénéficiaires, des projets soutenus, par année financière.

Un montant de 5 M\$ par année a été octroyé jusqu’en 2019-2020 par la Commission à la Ville de Québec pour son rôle de capitale (accord de partenariat avec les municipalités).

Pour 2020-2021 : Aucune somme versée.

47. DEMANDES D’ACCÈS À L’INFORMATION

Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d’accès à l’information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Aucune.

49. MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Liste des membres du conseil d'administration, leur date d'entrée en fonction et la date de la fin de leur mandat, ainsi que la ventilation de leur rémunération ou des dédommagements offerts, sous toutes les formes.

En vertu de notre loi constitutive, le président et directeur général est membre du conseil d'administration.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE FIN DE MANDAT
Diane Blanchette	20-06-2018	19-06-2021
Pierre Dolbec	20-06-2018	19-06-2021
Alain Girard	20-06-2018	19-06-2021
Steeve Gros-Louis	15-08-2018	14-08-2021
Jean Guyard	20-06-2018	19-06-2021
Barry Holleman	15-08-2018	14-08-2021
André Juneau	20-06-2018	19-06-2021
Alain Kirouac	29-04-2020	28-04-2023
Marie Claire Ouellet, pdg	06-09-2017	05-09-2022
Jean-Guy Poulin	20-06-2018	19-06-2021
Pascal Raby	26-02-2020	25-02-2023
André Roy	29-04-2020	28-04-2023
Patrick St-Hilaire	15-08-2018	14-08-2021

Aucune rémunération ne leur est versée.

50. SOMMES ACCORDÉES À LA COMMISSION DEPUIS 2011-2012 ET PRÉVISIONS 2021-2022

Ventilation détaillée des sommes accordées depuis 2011-2012 à la CCN, incluant les budgets sous sa responsabilité; prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question se trouve à la question 69 de la demande de renseignements particuliers de l’opposition officielle.

51. PARCS ET ESPACES VERTS – EXPLOITATION

Ventilation détaillée des dépenses d’exploitation des parcs et espaces verts, par année financière, depuis 2011-2012, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question se trouve à la question 70 de la demande de renseignements particuliers de l’opposition officielle.

52. **SOMMES SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA COMMISSION DEPUIS 2011-2012 ET PRÉVISIONS 2021-2022**

Ventilation de toutes les sommes sous la responsabilité de la CCN depuis 2011-2012, par année financière, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question se trouve à la question 69 de la demande de renseignements particuliers de l’opposition officielle.

53. RÉALISATIONS – BILAN

Bilan détaillé des réalisations de la CCN depuis 2011-2012 et les mesures prévues pour 2021-2022.

La réponse à cette question est incluse à la question 71 de la demande de renseignements particuliers de l’opposition officielle.

54. QUÉBEC HORIZON 2030 – PLAN D’ACTION

Bilan ou ventilation des sommes versées depuis 2011-2012 et le détail des mesures entreprises dans le cadre du Plan d’action Québec Horizon 2030 de la CCN.

Horizon 2030 est une vision, et non un plan d’action. Ce document a été produit à l’interne.

55. PROLONGEMENT DE LA PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain.

Voici les notes techniques produites dans le cadre du projet en 2020-2021 :

ENGLOBE, Validation géotechnique de la voie ferrée projetée (28 octobre 2020), 182 pages.

ENGLOBE, promenade Samuel-De Champlain (PSDC) Phase 3, Quai St-Michel et quai des Marais, Revue et analyse des documents géotechniques (12 novembre 2020), 14 pages.

56. PROLONGEMENT DE LA PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – DÉPENSES ENCOURUES ET SOMMES INVESTIES

Dépenses encourues et sommes investies en 2020-2021 pour le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain. Fournir les prévisions pour 2021-2022.

COTÉ EST- Phase III – PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN Dossier réalisation	
	Réel prévu au 31 mars 2021
Honoraires professionnels	3 513 808 \$
Gestion de projet	800 213 \$
Travaux	7 107 180 \$
Autres	139 650 \$
Financement temporaire	14 717 \$
Total :	11 435 918 \$

57. AMÉNAGEMENT DE L'ENTRÉE DES PONTS

Copie du schéma directeur réalisé par le Bureau de projet de la capitale nationale pour l'aménagement de l'entrée des ponts, de même qu'une copie des analyses ou des études obtenues pour ce projet, et liste des coûts associés à celles-ci.

La Commission ne peut disposer de ces informations puisque c'est le ministère des Transports qui en est responsable.

58. NOUVELLES-CASERNES – CORRESPONDANCE

Copie de toute la correspondance entre le cabinet du ministre et la CCN depuis le 23 avril 2014 concernant le projet des Nouvelles-Casernes.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

59. NOUVELLES-CASERNES – ÉTUDES, RAPPORTS ET ANALYSES

Copie des études, rapports et analyses concernant le projet des Nouvelles-Casernes.

Rapports et analyses produits en marge du chantier de stabilisation des Nouvelles-Casernes en 2020-2021:

ARCHÉOLOGIE

- Interventions archéologiques 2019, (CeEt-403, opérations 98 et 101), par Artefactuel, reçu 2020-04-09.
- Interventions archéologiques 2020, (CeEt-403, opération 102), par Artefactuel, reçu 2021-01-05.

ENVIRONNEMENT, HYGIÈNE ET CONTRÔLE QUALITÉ

- Rapport résultat analyses microbiologiques bloc 7, 2020-07-13, par Englobe, reçu 2020-07-14.
- Rapport d’analyses microbiologiques bloc 4, 2021-03-15, par Englobe, reçu 2021-03-19

RBQ - DÉROGATION SYSTÈME DE PROTECTION INCENDIE

- Demande de mesures différentes « MD-1 : Détection de débit du système de gicleurs », par RBQ, reçu 2020-12-04.
- Demande de mesures différentes « MD-2 : Temps de déclenchement du système de gicleurs sous air », par RBQ, reçu 2020-12-04.

INSPECTION DES LIGNES DE VIE EN TOITURE

- Attestation de conformité – Système de protection contre les chutes, par Service d’ingénierie Jean Massé, reçu 2020-05-07.

60. NOUVELLES-CASERNES – PROCHAINES ÉTAPES

Liste des prochaines étapes et des rencontres prévues concernant le projet des Nouvelles-Casernes.

- Réalisation des travaux de la phase 2 jusqu'en décembre 2021.
- Des rencontres de chantier sont prévues aux deux semaines et au besoin, afin d'encadrer les travaux.
- Analyse et planification de travaux de stabilisation complémentaires à la phase 2, été 2022.

61. NOUVELLES-CASERNES – ACTUALISATION DES COÛTS, PRÉVISIONS 2021-2022 ET AVANCEMENT DES TRAVAUX

Actualisation des coûts relatifs aux Nouvelles-Casernes, les prévisions pour 2021-2022, et un état de situation sur l’avancement des travaux.

PHASE 1	Réel 2020-2021
Honoraires professionnels	- \$
Travaux	639 \$
Frais de gestion	5 205 \$
Financement temporaire	38 170 \$
Total Phase 1	44 014 \$

PHASE 2	
Honoraires professionnels	171 216 \$
Travaux	2 000 887 \$
Frais de gestion	55 637 \$
Financement temporaire	2 230 \$
Autres	35 433 \$
Total Phase 2	2 265 403 \$

Total PHASES 1 et 2	2 309 417 \$
----------------------------	---------------------

- Réalisation des travaux de la phase 2 jusqu’en décembre 2021.
- Analyse et planification de travaux de stabilisation complémentaires à la phase 2, été 2022.

62. NOUVELLES-CASERNES – PROJETS ANALYSÉS

Copie de la liste des projets analysés par la CCN pour les Nouvelles-Casernes depuis le début de l’appel de projets. État de situation concernant l’appel de projets.

Aucun projet n’a été analysé en 2020-2021.

63. AVIS ENVOYÉS

Copie de tous les avis envoyés aux ministères ou organismes du gouvernement, aux municipalités et aux organismes municipaux en lien avec l'application de la Politique relative à la capitale nationale, à l'initiative de la CCN ou à la demande du gouvernement.

La réponse à cette question se trouve à la question 73 de la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

64. PUBLICITÉ – CAMPAGNES PROMOTIONNELLES

Sommes consenties pour les campagnes promotionnelles de la CCN depuis 2011-2012, par année financière, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question est incluse à la question 3 de la demande de renseignements généraux.

Publicités pour l’Observatoire de la Capitale Gré à gré

Office du tourisme de Québec (OTQ)

Description : Publicités et rédactionnels dans le guide touristique annuel, bannière et publicité (hiver et printemps) sur le site Web de l’OTQ.

Coût : 1 675 \$

Unik Média-9231-9771 Québec inc.

Description : Modifications au vidéo de l’Observatoire.

Coût : 270 \$

Publicités salles à louer de la Commission (Affaires et mariages) Gré à gré

Solutions Maps 360 inc.

Description : Mise à jour virtuelle pour le domaine Cataraqui.

Coût : 350 \$

Jotform

Description : Abonnement pour la gestion des soumissions des locations de salles

Coût : 69 \$

Communications numériques Gré à gré

Facebook

Description : Publicités sur les médias sociaux pour divers produits de la Commission tels notoriété et consultation en ligne promenade Samuel-De Champlain.

Coût : 81 \$

Active Campaign

Description : Envoi d’infolettres publiques et bulletins internes de la Commission.

Coût : 1 912 \$

Alerti Business

Description : Outil afin de surveiller les sites d’avis, le web et les réseaux sociaux.

Coût : 881 \$

GoDaddy

Description : Pour les noms de domaine des sites Web de la Commission et les certificats de sécurité.

Coût : 410 \$

World Press service multilingue

Description : Plateforme communicative pour recevoir des documents sur le site de l’Observatoire.

Coût : 77 \$

Actions institutionnelles Gré à gré

Unik Média

Description : Production d’une vidéo dans le cadre du 25^e anniversaire de la Commission.

Coût : 3 150 \$

64. PUBLICITÉ – CAMPAGNES PROMOTIONNELLES

Renseignements PARTICULIERS — TROISIÈME groupe d’opposition

64. PUBLICITÉ – CAMPAGNES PROMOTIONNELLES

Alexandre Zacharie

Description : Prise de photos pour thématique d’automne.

Coût : 1 350 \$

Groupe ETR

Description : Impression du rapport annuel.

Coût : 245 \$

Cision

Description : Pour la diffusion sur le fil de presse de divers communiqués officiels et d’annonces de projet.

Coût : 505 \$

Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery Gré à gré

Jean-Philippe Labrie photographe

Description : Prise de photos – Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery.

Coût : 200 \$

Consultation en ligne phase 3 promenade Samuel-De Champlain Gré à gré

Journal de Québec

Description : Publicité pour annoncer la consultation en ligne dans le cadre des travaux du CN de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain, suite à l’aval de l’Office des Transports (parution 30 juin 2020).

Coût : 1 000 \$

Contrats ou mandats en graphisme Gré à gré

Mathieu Plante - Design et graphisme

Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoisement, d’affichage et de documents administratifs de la Commission.

Coût : 9 020 \$

Contrats ou mandats pour révision linguistique Gré à gré

Littera (Cendrine Audet)

Description : Services de révision linguistique pour divers documents de la Commission.

Coût : 497 \$

64. PUBLICITÉ – CAMPAGNES PROMOTIONNELLES

Renseignements PARTICULIERS — TROISIÈME groupe d’opposition

65. ANNONCES GOUVERNEMENTALES IMPLIQUANT LA COMMISSION

Sommes consenties pour les annonces gouvernementales impliquant la CCN depuis 2011-2012, par année financière.

9 juin 2020 :	Communiqué de presse - Lancement du concours pour les œuvres d’art public de Guy Lafleur et Réal Cloutier Coût : 0 \$
12 juin 2020 :	Communiqué de presse – Annonce de la permission des BBQ dans certains parcs de la CCNQ Coût : 80 \$
7 juillet 2020 :	Communiqué de presse – Unité mixte de recherche – Université Laval Coût : 85 \$
24 septembre 2020 :	Communiqué de presse – Ouverture officielle du belvédère de la côte de Sillery et prise de photos. Coût : 285 \$
16 octobre 2020	Communiqué de presse – Annonce des finalistes pour la réalisation de l’œuvre d’art public de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain Coût : 85 \$
2 février 2021 :	Conférence de presse - Présentation des détails du projet de la pointe Benson à Lévis. Tenue virtuellement Coût : 0 \$
15 mars 2021 :	Conférence de presse - Dévoilement des maquettes en hommage à Guy Lafleur et Réal Cloutier – Tenue virtuellement Coût : 0 \$
1 ^{er} mars 2021 :	Communiqué de presse - Annonce des coupes d’arbres préventives dans les parcs de la CCNQ Coûts : 85 \$
22 mars 2021 :	Communiqué de presse - Annonce des travaux estivaux 2021 de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain Coût : 85 \$

66. DOSSIERS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE – CORRESPONDANCE

Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre et le gouvernement fédéral touchant les dossiers de la région de la Capitale-Nationale, depuis le 23 avril 2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

67. MISE EN VALEUR DU SITE DE L'ANCIEN JARDIN ZOOLOGIQUE – CORRESPONDANCE

Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre et la CCN concernant la mise en valeur de l'ancien site du jardin zoologique, et ce, depuis le 23 avril 2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

68. MISE EN VALEUR DU SITE DE L'ANCIEN JARDIN ZOOLOGIQUE – ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES

Copie des études, rapports, analyses, impacts financiers, valeur du site et états de situation concernant la mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique.

La partie de l'ancien site du Jardin zoologique appartenant à la Commission est le parc des Moulins et le boisé attenant.

ÉTUDES, ANALYSES, PLANS ET DEVIS

- Bassin d'eau : Proposition de deux visions d'aménagement du bassin d'eau au parc des Moulins (2020-2021);

TRAVAUX

- Solidifier garde-corps et planchers des ponceaux (2020-2021)
- Réparation escalier extérieur de la maison Cayouette (2020-2021)
- Calfeutrage de portes et fenêtres des maisons Cayouette, Brassard et Bernard (2020-2021)
- Démantèlement de muret de béton à la maison Richard (2020-2021)
- Réparations terrasse jeux d'enfants (2020-2021)
- Creusage de tranchées pour drainage afin que l'eau ne se dirige pas sur les terrains de la rue Du Bélair (2020-2021)
- Remplacement et restauration des arrêts de neige (2020-2021)
- Peinture plafond de la salle de bain de la maison Brassard (2020-2021)
- Inspection de la toiture du bloc sanitaire (2020-2021)
- Inspection et réparations de lampadaires (2020-2021)
- Réparation bassin d'eau (2020-2021)
- Travaux arboricoles quant à l'agrile du frêne (2020-2021)

PLAN MAINTIEN ACTIFS

- Remplacement du panneau électrique à la maison Cayouette (2020-2021)

69. MISE EN VALEUR DE L'ANCIEN SITE DU JARDIN ZOOLOGIQUE – SOMMES DÉDIÉES

Prévisions pour 2021-2022 des sommes dédiées à la mise en valeur de l'ancien site du jardin zoologique.

La réponse à cette question se trouve à la question 75 de la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

70. LE PHARE

Copie des études, rapports, analyses, correspondance et état de situation concernant le projet LE PHARE.

Aucun avis ou communication n’a été émis concernant le projet « le Phare » en 2020-2021.

71. BUDGETS OCTROYÉS À LA VILLE DE QUÉBEC

Ventilation détaillée des budgets octroyés à la Ville de Québec depuis 2011-2012 par la CCN, par année financière, y compris les sommes accordées pour son rôle de capitale nationale. Fournir une ventilation par entente et par projet.

Veillez référer à la question 39.

RÉPONSES AUX QUESTIONS NUMÉROS 72, 73, 76 ET 77 : HÔPITAL HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC ET PONT DE QUÉBEC

- 72. Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant la peinture du pont de Québec.
- 73. Ventilation des sommes consenties par la CCN en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, pour la restauration, la peinture et la promotion du pont de Québec.
- 76. État de situation sur le déménagement des activités de l'Hôtel-Dieu de Québec sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.
- 77. État de situation sur les activités que conservera l'Hôtel-Dieu de Québec après le déménagement de plusieurs d'entre elles sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

Les projets visés par ces questions ne concernent pas des projets ou sites de nature capitale correspondant à la Loi sur la Commission de la capitale nationale du Québec.

74. RÉAMÉNAGEMENT DE L'ENTRÉE DE LA CAPITALE NATIONALE – ÉTAT DE SITUATION

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant le réaménagement de l'entrée de la capitale nationale, depuis le 23 avril 2014.

La Commission ne peut disposer de ces informations car c'est le ministère des Transports qui en est responsable.

75. RÉAMÉNAGEMENT DE L'ENTRÉE DE LA CAPITALE NATIONALE – SOMMES CONSENTIES

Ventilation des sommes consenties par la CCN en 2020-2021 et, pour 2021-2022, prévisions pour le réaménagement de l'entrée de la capitale nationale.

Aucune.

78. PROJETS AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE SUBVENTION

En 2020-2021, liste des projets ayant bénéficié d'une subvention de la part du CCN et les sommes accordées.

Aucun.

79. **SOMMES VERSÉES OU À VERSER À LA VILLE DE QUÉBEC À TITRE DE SUBVENTION À LA CAPITALE NATIONALE**

Ventilation des sommes versées ou à verser à la Ville de Québec à titre de subvention à la capitale nationale en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020 et en 2020-2021, et prévisions pour 2021-2022. Fournir la liste des subventions accordées, des bénéficiaires, des projets soutenus, par année financière.

La réponse à cette question se retrouve à la question 18 de la demande de renseignements particuliers de l’opposition officielle.

80. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA VILLE DE QUÉBEC – SOMMES ACCORDÉES ET PROJETS SOUTENUS

Ventilation détaillée des sommes accordées et des projets soutenus pour le développement économique de la ville de Québec en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020. Préciser le fonds de provenance des sommes.

Aucune.